

science agricole, mise à sa portée ; on le tire de l'ignorance et de la routine si naturelles aux populations rurales ; on lui montre les perfectionnements nouveaux du vieil outillage, le progrès des méthodes rationnelles ; on l'élève pour être un bon « ouvrier du sol qu'il est appelé à mettre en valeur et qui attend de lui une plus-value<sup>1</sup> ».

La proportion des illettrés est tombée en Allemagne à 2 p. 100, contre 3,50 en France, 3,49 en Angleterre, 0,60 en Suisse, 0,49 en Danemark, 52 p. 100 en Italie, 80 p. 100 en Espagne, et 67 p. 100 en Portugal. Il y a, en outre, pour compléter l'instruction primaire, des écoles *bourgeoises*, où sont admis les enfants âgés d'environ dix ans, jusqu'au moment où ils subissent l'examen dit de confirmation. La plupart de ces écoles, de plus en plus florissantes, sont aussi ouvertes les dimanches et fêtes.

Est-ce, comme on l'a soutenu tant de fois, l'*instruction* primaire qui causa les triomphes militaires de l'Allemagne ? Certes, elle y a contribué, mais, à vrai dire, ce qui eut ici le grand rôle, c'est l'*éducation*. « Si, de très bonne heure, vous n'avez recours à la discipline, avait écrit le grand pédagogue Kant, il sera très difficile ensuite de changer le caractère de l'homme, qui suivra tous ses caprices. *Le manque de discipline est un pire mal que le manque de culture.* » Les compatriotes de Kant nous ont vaincus parce qu'ils étaient disciplinés, militarisés d'esprit dès l'école, soumis ensuite à la vie de la caserne, habitués à obéir, à supporter sans murmure fatigues et souffrances, à ne pas critiquer leurs chefs, à ne pas substituer leurs appréciations aux ordres reçus, à ne pas renverser la hiérarchie. C'est ce qu'affirment à l'envi tous les hommes de guerre allemands ; et nous, Français, nous ne les écoutons pas : nous allons répétant les mêmes jugements superficiels sur les enseignements du maître d'école, sur les *connaissances* en géographie, en histoire, etc. Qu'on examine la façon dont les officiers allemands sont recrutés et élevés, surtout dans les terribles écoles des cadets, qui fournissent les trois quarts des officiers ; — et on comprendra comment, avec nos officiers et nos généraux d'alors, nous devions être vaincus, surtout quand nos soldats se sentaient mal commandés, manquaient de con-

<sup>1</sup> Voir la revue *Après l'école*, dirigée par M. René Leblanc.

fiance, se disaient toujours trahis, l'étaient parfois, marchaient malgré eux à une défaite attendue. En Allemagne, les enfants d'officiers et de sous-officiers qu'on destine à l'état militaire sont envoyés dès l'adolescence dans les écoles de cadets. Ils y vivent la plus dure vie de caserne, une vie barbare et féodale. Dès leur arrivée, des brimades sauvages durcissent leur caractère. La discipline est de fer ; on leur inflige avec la corde des punitions corporelles. Les lettres adressées aux élèves sont décachetées devant eux par un officier. Des examens d'une excessive rigueur obligent les élèves médiocres à redoubler leurs études (latin, français, histoire, sciences, etc.), à mettre six années là où d'autres ont mis trois ans. S'ils ne satisfont pas aux examens de passage, on les renvoie comme simples soldats dans les régiments. Ils sont d'avance enrégimentés à l'école et certains traits de leur régime ne sont pas sans rappeler celui des bagnes. Aucun Français ne tolérerait ce genre de vie à la prussienne. Une fois sortis de là, les officiers traitent leurs soldats comme ils ont été traités eux-mêmes ; la hiérarchie est sévèrement observée et maintenue du haut en bas de l'échelle ; il n'y a pas à discuter, à dissenter, à « raisonner politique » : il faut obéir. Si l'on songe que cette forte et dure organisation s'applique à des millions de soldats, on comprendra ce que pouvaient faire jadis les nôtres, parmi lesquels s'était répandu l'esprit de division et d'insubordination. Quand on veut faire la guerre ou simplement se défendre contre une invasion possible de la part d'une nation en armes, il faut consentir à une éducation militaire, ne pas exciter les soldats contre leurs chefs, contre l'armée, contre la Patrie même ; il ne faut pas non plus croire qu'il suffise de bien savoir la géographie, d'avoir des fusils Lebel et d'être commandés par un général monté sur un cheval noir. La science géographique des officiers allemands, dans la guerre de France, consistait à avoir en poche des livrets depuis longtemps préparés en vue de l'invasion, autographiés par l'Etat-Major prussien, et où se trouvaient, avec des cartes de la route Metz à Paris ou Strasbourg à Paris, les plans des principales villes, ainsi que des renseignements détaillés, empruntés à notre grande statistique de la France, sur les ressources de chaque commune en vivres, chevaux, fourrages,

sur les principaux propriétaires du sol d'après le cadastre, etc. Ce n'est pas à l'école qu'on avait appris cette géographie réaliste, qui donnait aux officiers allemands, devant nos maires imbéciles et stupéfaits, l'apparence de savants merveilleux et infailibles, renseignés par une nuée d'espions non moins merveilleux et insaisissables. Maires et conseillers municipaux ne se doutaient pas qu'ils avaient simplement devant eux un chef-d'œuvre de bureaucratie appliquée à l'art de la conquête. On avait d'ailleurs, nous ne le nions pas, enseigné dans les écoles allemandes une géographie qui constituait une véritable arme de guerre ; mais ce n'était pas, comme on l'a cru chez nous, la géographie « scientifique », connaissance exacte et impartiale des peuples ; c'était la géographie pangermaniste, avec ses cartes englobant tout ce que l'Allemagne convoite. De même, l'histoire germanisée, arrangée ou dérangée (comme la dépêche d'Ems) pour les besoins de la cause allemande, servait d'arme contre nous. Le « livre de lecture » allemand avait préparé l'explosion de l'inimitié longtemps contenue. Ce n'est pas ce genre de pédagogie auquel songent ceux qui s'imaginent que les moindres soldats allemands connaissent notre pays par le menu avant de l'envahir<sup>1</sup>.

La poésie même, la poésie populaire était depuis longtemps dirigée contre nous. On sait ce que disait un jour le prince de Bismarck : « C'est le *lied* allemand appris et chanté dans les écoles, qui a conquis les cœurs. Je le compte parmi les *impondérables* qui ont préparé et facilité le succès de nos efforts pour l'unité allemande. » Mais la plus haute autorité qu'on puisse invoquer sur toutes ces questions est celle même de l'empereur actuel. Comment oublier cet éloquent discours sur l'enseignement où le jeune souverain se livra à des considérations rétrospectives, qui offraient pour nous, Français, un intérêt particulier. « Le dernier moment, disait-il, où notre école allemande ait été productive pour toute notre vie patriotique et pour

<sup>1</sup> Au témoignage du colonel Mozimau, quelque impassible que fût M. de Moltke, on était certain de le dérider quand on lui parlait des victoires du maître d'école à Sadowa, théorie dont le succès en France était loin de lui déplaire, mais contre laquelle il avait bien soin de mettre les Allemands en garde. Et M. de Waldersee, son élève, son héritier intellectuel, escomptait aussi la « frivolité » de cette opinion à la mode en France.

notre développement, a été dans les années 1864, 1866, 1870. » — Que se passait-il donc alors ? Était-ce la fameuse « géographie » que l'on enseignait et qui allait préparer la victoire ? — Non ; mais à ce moment, « les écoles prussiennes, les collèges prussiens étaient dépositaires de l'idée d'unité, qui fut enseignée partout. Tout le monde en Prusse n'avait qu'une seule idée : restaurer l'Empire allemand, reprendre l'Alsace et la Lorraine<sup>1</sup> ». Et le jeune empereur se plaignait de ce que, depuis 1871, le mouvement n'eût pas continué. « L'Empire est constitué, disait-il, et nous avons obtenu ce que nous voulions, et on en est resté là. »

Le maître d'école allemand fut donc un maître de patriotisme pangermanique, voilà son vrai rôle ; il n'a pas agi en répandant des connaissances, mais, fort souvent, en répandant ou maintenant des ignorances, en alimentant des préjugés, en attisant des haines.

En Allemagne, l'enseignement est plus confessionnel qu'en Angleterre. Dans les écoles primaires, une loi a rendu obligatoire l'enseignement évangélique ; mais le protestantisme prussien ne semble avoir gagné que « des adhésions toutes formelles ». Une instruction morale et théologique est donnée aussi dans les gymnases depuis la plus basse classe jusqu'à la plus haute. A l'armée, les recrues allemandes prêtent serment sur l'autel. L'Empereur parle sans cesse de Dieu et dit à ses bataillons : « Ne peut pas être bon soldat qui n'est pas bon chrétien. » En Allemagne, les fonctionnaires ont ou affectent un grand zèle pour la religion. A Noël et à Pâques, les gazettes officielles consacrent des articles, parfois fervents, aux faits chrétiens que ces fêtes remémorent. En Allemagne, aucun poète n'ose broder, autour de la figure du Christ, des fantaisies littéraires, ou mettre sa vie sur les planches d'un théâtre. Jean-Baptiste de Sudermann a été longtemps interdit par la censure, et Jésus n'y paraît pas. Seuls, a-t-on remarqué, des paysans naïfs et croyants peuvent, en pleurant de vraies larmes comme leurs ancêtres du moyen âge, représenter ou plutôt revivre les scènes de

<sup>1</sup> Notez ce point : reprendre la Lorraine !

la Passion. Le blasphème est sévèrement puni outre-Rhin.

Malgré tous ces efforts pédagogiques pour maintenir la vieille religion et y appuyer la morale traditionnelle, l'immoralité fait de grands progrès en Allemagne. L'alcoolisme y est très répandu et y croît sans cesse. La proportion des cas de folie causés par l'abus des spiritueux a doublé dans ces vingt dernières années. Les divorces pour causes graves se multiplient d'une façon plus rapide encore que dans notre pays. Les mœurs elles-mêmes se sont tellement relâchées, on a découvert de tels abîmes de corruption, des pièges si nombreux tendus à l'innocence dans les capitales et dans les campagnes, qu'une loi très sévère a été votée par le Reichstag pour essayer de réprimer ces abus. Les pasteurs Schalk et Iskraut se sont trouvés d'accord avec le socialiste Bebel sur l'étendue du mal qui ronge l'Allemagne : les chiffres qu'ils ont donnés à l'appui sont d'une effrayante éloquence. D'autre part, le pasteur Berlin ayant osé dire tout haut ce que plus de quinze ans de ministère pastoral lui avait appris sur la haute société berlinoise, on lui a fermé la bouche, on l'a menacé de révocation, on l'a fait comparaître devant un conseil disciplinaire.

II.—L'instruction secondaire et l'instruction supérieure ont eu et ont encore en Allemagne beaucoup plus d'influence que l'instruction primaire. Pour en comprendre l'orientation, il n'est pas sans intérêt de se rappeler encore les lettres et discours de l'empereur d'Allemagne sur l'instruction publique. A un magistrat réformiste de Dusseldorf, M. Hartwich, Guillaume II écrivait, le 2 avril 1885, cette étrange épître, publiée dans un écrit posthume du professeur de physiologie Preyer : « Enfin il s'est trouvé un homme pour s'attaquer à ce système pétrifié (des études philologiques), le plus mortel à l'esprit qu'on puisse imaginer. Je souscris mot pour mot à toutes vos idées. Il est heureux que j'aie pu me convaincre par moi-même, pendant deux ans et demi, du crime que l'on commet contre notre jeunesse. Combien, dans vos brochures, de choses que j'avais déjà méditées en silence ! Pour ne citer qu'un fait, sur vingt et un élèves que nous étions en Prima, dix-neuf portaient lunettes ; encore y en avait-il deux qui étaient obligés d'apposer un pince-nez devant

leurs bésicles, pour distinguer quelque chose au tableau. Homère, le divin Homère, dont je suis l'admirateur passionné, Horace, Démosthène, dont les discours devraient enflammer, comment les lisait-on ? Est-ce avec enthousiasme pour la guerre et les armes, pour les descriptions de la nature ? Allons donc ! Sous le scalpel grammatical de ces fanatiques philologues, chaque membre de phrase était disséqué, coupé en quatre, jusqu'à ce que le squelette apparût, dénudé, à la grande joie de tous, et que l'on eût exhibé à notre admiration toutes les innombrables positions, soit avant, soit après, que peuvent prendre ἄν ou ἐπί, ou n'importe quoi. C'était à pleurer ! Et quel galimatias on mettait au jour ! Je crois qu'Horace en eût rendu l'âme d'effroi... Assez ! Assez ! Guerre au couteau à un pareil enseignement ! » Et le jeune réformateur concluait alors à la suppression des discours latins et devoirs grecs, demandait que l'on enseignât un peu mieux l'histoire, sans oublier les campagnes de 1866 et de 1870 ; que les élèves eussent congé tous les après-midi ; que la gymnastique renforcée fît d'eux tous « de vrais moineaux », et que trois fois la semaine un sous-officier vînt les exercer au bâton et aux marches militaires. « Mais hélas ! ajoutait-il mélancoliquement, nos grands élèves sont bien trop blasés pour déposer leur jolie badine, l'habit noir et le cigare, et pour se prêter à la boxe. Que voulez-vous qu'on attende de si pauvres gens ? Raison de plus pour pousser de l'avant. Guerre à outrance à ce système ! Je suis là pour seconder vos efforts. Votre affectionné, GUILLAUME. »

Dès les premiers jours de son règne, Guillaume convoquait à Berlin un congrès de spécialistes et d'hommes politiques, qui se réunirent du 4 au 17 décembre au nombre de quarante, pour discuter contradictoirement la grande question des réformes scolaires. Il y avait là Virchow, Helmholtz, Mommsen, Harnarck, quelques députés et membres de la Chambre Haute, des professeurs d'universités et des notables. Le Ministre, dans son discours d'ouverture, s'était demandé si, à la suite du changement opéré dans la situation de la Prusse et de l'Allemagne, le peuple allemand devait, comme par le passé, « rester un peuple de penseurs, un peuple cherchant sa satisfaction en lui-même ». Et il avait répondu : — « Non, car les regards

de la nation allemande sont maintenant portés *au dehors* et même vers la *colonisation*. » A son tour, l'Empereur déclare alors qu'il faut élever la jeunesse allemande « de façon à répondre aux nécessités présentes de la situation qu'occupe la patrie dans le monde, et aussi pour la mettre à la hauteur des *luttés pour la vie* ». Nous voilà bien loin du « combat *spirituel* » et de la lutte pour les « *idées* » qui avait caractérisé l'Allemagne idéaliste. « Avant tout, ce qui manque dans les gymnases, c'est la base *nationale*. L'histoire, la géographie, la tradition doivent nourrir le *sentiment national*, nous voulons élever de jeunes Allemands, non de jeunes Grecs ou de jeunes Romains. » L'Empereur signale du reste avec perspicacité le grand vice de l'instruction allemande, l'abus prodigieux de la philologie : « Le point fondamental, dit-il, est que MM. les philologues ont siégé dans l'instruction en *beati possidentes*, et qu'ils ont principalement porté leur attention sur l'enseignement et le savoir, non sur la formation du caractère et sur les besoins de la vie présente. Des *Allemands* ayant *bon pied, bon œil*, voilà ce qu'il nous faut ». La littérature même et la culture antique sont suspectes au jeune César allemand : « A mort la composition latine ! » Il s'approprie le mot si juste du prince de Bismarck sur le prolétariat des bacheliers : « La plupart des candidats de la faim, principalement messieurs les journalistes, sont des lycéens ratés. » Le sens *pratique*, le sens *réel*, voilà selon lui, ce qu'il faut développer désormais : « Les hommes ne doivent pas regarder le monde à travers des lunettes, mais bien avec leurs propres yeux. C'est à quoi l'on tendra maintenant, je vous le promets ! » Mais la pensée de derrière la tête est une pensée politique, et voici les vrais griefs contre la pédagogie allemande : « Si l'école avait fait ce qu'on est en droit d'attendre d'elle, elle aurait dû avant tout engager le duel avec la *démocratie*. » Il aurait fallu faire de l'école un instrument de centralisation impériale. « Les collèges et les universités auraient dû attaquer sérieusement la question, instruire la génération naissante de telle façon que les jeunes gens qui sont de mon âge, c'est-à-dire aux environs de trente ans, eussent déjà préparé eux-mêmes l'*outillage* avec lequel j'aurais pu *travailler dans l'État*, afin de me rendre plus rapidement *maître du mouvement*. » Ainsi se révèle le secret motif des reproches

adressés à la philologie, à la littérature, à cette philosophie même qu'un autre empereur, chez nous, avait jadis traitée d'idéologie. La nouvelle tâche de l'Allemagne contemporaine, c'est la domination politique, industrielle, commerciale, maritime et, s'il est possible, coloniale ; l'idéalisme est fini, le réalisme commence. « C'est l'histoire d'Allemagne qu'il faut apprendre à la jeunesse, mais en changeant de méthode. L'histoire doit s'enseigner à rebours en commençant par la fin. D'abord les campagnes de 1870 et 1866, pour remonter de là, progressivement, aux origines. Et surtout, messieurs, il importe de développer les *muscles allemands* par la gymnastique et le jeu. »

Chez nous, les amis de l'enseignement moderne se sont emparés d'un autre document émané de l'empereur Guillaume II, le 20 novembre 1900, sous forme de rescrit au ministre de l'Instruction publique, M. Studt; et ils en ont conclu aussitôt que la cause des « modernes » était définitivement gagnée en « Allemagne ». D'abord, il ne s'agissait nullement de l'*Allemagne*, mais seulement de la Prusse, l'empereur n'ayant pas qualité pour s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats. En outre, si nous nous en rapportons sur ce point aux autorités les mieux informées, le rescrit impérial ne visait en rien ce que nous appelons en France l'égalité de sanction (*Gleichberechtigung*) pour les deux sortes d'enseignement, classique et moderne ; il reconnaissait simplement aux élèves des écoles réales « le droit conditionnel (*Gleichwertigkeit*) de se présenter aux examens des carrières libérales, après avoir acquis, au préalable, un *diplôme officiel d'études grecques et latines* délivré par un gymnase ». Malgré cela, ce droit même n'était reconnu qu'« en principe ». En France, le rapport général présenté en 1901 au nom de la Commission d'enquête parlementaire, par M. Couyba, enregistra le fait et le présenta comme la victoire de l'enseignement moderne en Allemagne. « Tout récemment, lisons-nous à la page 44 de ce rapport, l'empereur est intervenu officiellement pour que l'égalité de sanction soit un fait consacré. L'*Allemagne* a donc *résolu la difficulté*, née de la coexistence de deux enseignements différents de programmes et de méthodes, par la *reconnaissance pure et simple de l'égalité des sanctions*. » Et M. Couyba



répète, page 84 : « L'égalité de sanction, pour le classique et le moderne (réel), est un *fait accompli* en Allemagne. »

Or, les explications fournies au Landtag par le ministre de l'Instruction publique et les nouveaux *Plans d'études* prussiens<sup>1</sup> ont prouvé, tout au contraire, que l'enseignement réel, en Prusse, n'est pas destiné ni à passer au premier plan ni à faire concurrence au classique sur son propre terrain ; malgré les efforts des *réalistes*, il est maintenu, à peu de choses près, au même degré d'infériorité ; ceux qui ont fait une étude approfondie de la question ont démontré que la réforme scolaire de 1901 est « tout à l'honneur du gymnase<sup>2</sup> ».

La volonté de l'empereur, en effet, demeura impuissante contre l'opinion publique, contre le sentiment déclaré de la magistrature, du clergé, des plus illustres représentants de l'enseignement. L'empereur se ravisa alors, en voyant que tout le courant intellectuel était contre lui. On avait espéré qu'il mettrait ses fils dans une école réelle ; il s'en garda bien : il les confia au gymnase classique. Quand parurent, dans les premiers jours de 1892, les nouveaux *Plans d'études* élaborés conformément aux décisions de la conférence de Berlin, sous la direction du ministre, M. de Gossler, les défenseurs de l'enseignement classique remarquèrent avec plaisir que la composition latine était sans doute supprimée officiellement, que le nombre des classes de grec et de latin était diminué, mais que le gymnase « gardait tous ses avantages ». L'égalité de sanction n'était pas prononcée, et les élèves des écoles réales secondaires restaient exclus, après comme avant, des universités. Bientôt la composition latine, sans être imposée, fut autorisée et même conseillée. De plus, par un dispositif en date du 13 octobre 1895, le gouvernement permettait aux commissions scolaires des provinces « d'augmenter d'une heure par semaine les cours de latin dans les trois classes supérieures, tant au réalgymnase qu'au gymnase ».

<sup>1</sup> *Lehrpläne und Lehraufgaben für die höheren Schulen in Preussen*. Halle a. S., 1901.

<sup>2</sup> Voir, outre les communications de M. Veyssier et de M. Pinloche dans la revue de l'*Enseignement secondaire*, *Die höheren Schulen in Preussen und ihre Lehrer*, et l'*Enseignement secondaire en Allemagne* par M. Pinloche.

Quelque temps après eut lieu un nouvel essai de réforme, sous le nom de « Réforme de Francfort ». Partant de ce principe, « qu'une combinaison plus ingénieuse des diverses matières d'enseignement amènerait bientôt des résultats plus satisfaisants au point de vue de la formation de l'esprit et fournirait la plus avantageuse solution à la question si âprement débattue du surmenage », le directeur Reinhardt fonda, à Francfort-sur-le-Mein, un nouvel établissement d'enseignement secondaire. La durée des études y est toujours de *neuf* années, mais les matières propres au gymnase, au réalgymnase, à l'Oberrealschule, sont disposées sur un plan nouveau, de manière à être étudiées non plus simultanément, mais « successivement ». Les trois premières années sont consacrées à l'étude d'une seule langue étrangère, le français, et l'enseignement y est identique pour tous les élèves. Au début de la quatrième année, en *Untertertia*, se produit une première bifurcation : les élèves destinés au pur enseignement réel abordent l'étude des sciences et forment l'Oberrealschule, tandis que le deuxième groupe entreprend l'étude du latin. Deux ans plus tard, en *Untersekunda*, il y a une nouvelle bifurcation dans ce groupement : les uns s'adonnent désormais au grec, matière réservée aux gymnases ; les autres commencent l'étude de l'anglais, dont le réalgymnase a la spécialité. Ainsi, dans le « gymnase réformé de Francfort », pour ce qui concerne l'enseignement classique, la durée des études latines est de six années seulement, celle du grec est de quatre années. Mais ceux qui ont étudié attentivement ces réformes dans leurs moindres détails font remarquer que, pendant ce temps, on pratique méthodiquement la culture intensive, à raison de dix heures par semaine pour le latin et de huit heures pour le grec ! De plus, lorsque l'élève aborde l'étude du latin, il est déjà familiarisé avec une langue étrangère, ce qui aplanit pour lui les difficultés du nouvel enseignement. Enfin, on a fait choix à dessein, pour cette langue étrangère, de la langue française, langue « vraiment classique », dont le maniement constitue pour la race allemande « une initiation au mécanisme et au génie de la langue latine<sup>1</sup> ». Il en va de même pour l'étude du

<sup>1</sup> Voir *l'Enseignement secondaire en Allemagne* par M. Pinloche.

grec. Elle est entreprise en un temps où les élèves possèdent déjà très solidement les principes du latin.

Tous ceux qui ont analysé ce nouveau mode d'enseignement reconnaissent qu'il n'est point une vraie *réduction des études gréco-latines*, car les programmes y sont les mêmes que dans les anciens gymnases et les examens y sont tout aussi rigoureux. Ce qu'on a réduit, c'est le temps consacré directement à ces études, mais en s'efforçant de « le mieux ménager ». La réforme de Francfort porte donc uniquement sur la méthode; les résultats, théoriquement, sont présentés comme devant être identiques aux anciens. Grâce aux avantages pécuniaires que ce système entraîne avec lui, un assez grand nombre de villes, — surtout les petites villes, dont les ressources suffisent à peine à entretenir dans des établissements incomplets les classes inférieures, — ont adopté la réforme de Francfort « à l'essai ». Pour des raisons analogues, le ministre des finances, M. de Miquel, ancien bourgmestre de Francfort, est devenu un ardent propagateur de la réforme.

Cependant, la lutte continuait; les modernes, ne trouvant point dans le système de Francfort la réalisation de leurs espérances, attaquèrent de nouveau les études classiques. Ils les représentèrent comme insuffisantes pour la lutte industrielle du *xx<sup>e</sup>* siècle; c'est toujours l'argument qu'on met en avant partout: lutte pour la vie, lutte économique, etc. L'Association des professeurs de langues modernes ou « néophilologues » (la philologie est toujours en honneur!) demanda et obtint, en 1900, que les élèves des écoles réales secondaires fussent admis aux universités pour la section des « langues vivantes », ce qui était assez naturel. D'autre part, une pétition, lancée dans le monde officiel et savant pour le maintien intégral de l'enseignement classique, fut couverte, en peu de jours, de « quatorze mille signatures ».

Le gouvernement fit alors étudier de nouveau la question dans une conférence scolaire, à laquelle furent convoqués, de préférence, des professeurs d'université, Mommsen, Diels, Harnack, Willamowitz-Moellendorf, etc. Les réunions eurent lieu du 6 au 8 juin 1900<sup>1</sup>. C'est de ces discussions et des

<sup>1</sup> Cf. *Verhandlungen über Fragen des höheren Unterrichts*. Berlin, 6 bis, 8 Juni 1900.

décisions adoptées par la majorité que s'inspira le rescrit impérial du 26 novembre 1900. Les nouveaux *Plans d'études* de 1901 en sont la conclusion. De ces deux documents, le premier a induit M. Couyba en erreur ; ceux qui ont fait des choses une analyse plus attentive y voient, non la défaite, mais la « victoire de l'enseignement classique ».

Le premier point à déterminer, en effet, concernait l'égalité de sanctions réclamée par les *réalistes* pour les divers genres d'enseignement secondaire. Or, par l'article 1<sup>er</sup> du rescrit impérial, la question fut résolue « diplomatiquement », selon un mot qui, paraît-il, fit alors fortune ; c'est-à-dire qu'on proclamait, en bon diplomate, l'égalité de sanction sans l'accorder réellement. En principe, l'accès des universités fut déclaré possible aux élèves des écoles réales, mais moyennant *un examen supplémentaire de grec et de latin*. La diplomatie impériale concédait ainsi d'une main et retenait de l'autre. C'était, malgré la concession apparente et l'égalité purement honorifique des trois genres d'études, la négation même de l'égalité de droits poursuivie avec tant d'ardeur par les réformistes. Les explications fournies à la Commission du budget par le ministre de l'instruction publique, le 28 février 1901, achevèrent de dissiper toute équivoque. M. Studt déclara que, seuls, les cours de lettres et de sciences seraient ouverts aux élèves des écoles réales. « Mais alors, objectèrent les réformistes, rien n'est changé au *statu quo*, puisque les élèves des écoles réales ont déjà depuis longtemps le droit de suivre les cours universitaires de sciences et de lettres ! Une pareille décision équivaut à la condamnation officielle de l'Oberrealschule. » On s'était joué des réformistes.

Au Landtag, la séance entière du 7 mars 1901 fut consacrée à cette question. Mais le ministre répéta ses déclarations : « Désormais, disait-il, les élèves diplômés des écoles réales supérieures seront admis à suivre aux universités les cours de sciences et de lettres, droit dont ils jouissaient déjà, en partie du moins. *Toutefois*, pour se présenter aux cours de lettres, les élèves des Oberrealschulen devront justifier d'un *certificat d'études classiques* délivré, après examen, dans un gymnase classique ». Les élèves des Oberrealschulen sont très peu nombreux dans les universités : ils n'y font que des sciences naturelles ou des langues

vivantes. Encore le diplôme de professeur supérieur pour les langues vivantes exige-t-il un certificat de latin. La Faculté de médecine, en Prusse comme ailleurs, exclut *absolument* les élèves des Ecoles réales supérieures sans latin : ils ne sont pas admis à suivre les cours, même comme simples auditeurs. Les règlements des Facultés de médecine sont choses d'Etat, *Reichssache*. Dans les Facultés de droit, on admet les auditeurs des trois genres, gymnase, réalgymnase, Oberrealschule, mais, en fait, il est impossible de faire son droit et d'être reçu avocat sans latin ; on va même, l'an prochain, placer le droit romain dans le premier semestre pour obliger les élèves à savoir la langue latine. Quant aux Facultés de théologie, elles n'admettent que les élèves des gymnases classiques.

Le caractère de la récente réforme, c'est d'être un pas vers la liberté de l'enseignement. On ne demande plus à l'étudiant où il a étudié, si c'est dans tel genre d'établissement universitaire ou dans tel autre. L'étudiant d'un réalgymnase peut, dans beaucoup de cas, compléter ses connaissances par des leçons particulières, apprendre ainsi le latin nécessaire au droit. Mais les examens d'Etat ne sont point pour cela modifiés ; on ne peut faire, par exemple, ni médecine, ni droit, ni théologie sans connaissance du latin. En outre, on a entrepris de développer chaque genre de collège selon son type propre et dans sa pureté ; c'est ce qui fait qu'on a fortifié encore l'enseignement classique en y augmentant le nombre d'heures pour les langues anciennes <sup>1</sup>.

Non seulement les lettres classiques conservent ainsi « leurs avantages et tout l'honneur », mais leur « valeur pédagogique » est proclamée par les nouveaux *Plans d'études* : les cours de latin, au réalgymnase comme au gymnase, sont renforcés d'une heure par semaine, pendant six années entières, ce qui donne un total de « 240 heures de classe ajoutées à l'horaire d'autrefois ». L'étude de la grammaire latine reçoit de notables développements dans les classes inférieures et moyennes ; le thème latin est imposé

<sup>1</sup> Nous devons tous ces renseignements à l'obligeance de M. Wundt, de Leipsig, de M. Paulsen et de M. Simmell, de Berlin, enfin du Recteur même de l'Université de Berlin M. Kékulé ; tous ont bien voulu nous donner des détails précis.

chaque quinze jours aux classes supérieures, le thème grec est rétabli. L'enseignement de la langue allemande comprend, comme auparavant, un total de 1.040 heures de classe, tandis que le chiffre correspondant pour l'enseignement du grec et du latin s'élève à 4.160 !

Ainsi donc, déclarait au Landtag le ministre de l'Instruction publique, « *le gymnase sort de ce conflit plus fort qu'auparavant* ». Au Landtag, dans la séance du 7 mars, le D<sup>r</sup> Gœbel, au nom du centre, et le D<sup>r</sup> Kropatscheck, au nom des conservateurs, s'empressèrent d'adresser au ministre « les plus chaleureux remerciements ». En sens contraire, au nom des « modernes », le D<sup>r</sup> Beumer exprima son mécontentement et réclama une dernière fois l'égalité de sanction pour les études classiques et les études utilitaires. Le ministre répondit que la Prusse est jalouse de tout ce qui fait « sa force et sa gloire » ; elle a trop le souci de ses « traditions » et sait trop bien ce qu'elle doit « aux études libérales », y compris même « les études grecques et latines, où excelle la science allemande », pour se priver d'un « merveilleux instrument de civilisation et de progrès ». En ce qui concerne les examens, la sanction des études étant annuelle et sérieuse dans les gymnases, grâce à la sévérité des examens de passage, la réforme ne pouvait comporter aucune modification.

En somme, dans les « écoles » dites « *réales* », les sciences naturelles et les connaissances pratiques continuent de tenir le premier rang ; elles contiennent des cours facultatifs de latin ; dans les « gymnases réales », le latin est obligatoire, non le grec, les sciences y ont la prédominance, ainsi que les langues vivantes, mais le droit et la médecine ne s'ouvrent qu'aux élèves des gymnases classiques proprement dits et aux diplômes gréco-latins. Ainsi, à tous les degrés, la hiérarchie est maintenue. Le latin et le grec ont une part considérable dans les études des gymnases classiques, ce qui n'empêche pas le français d'y être obligatoire pendant huit ans, avec quatre heures la première année, puis trois, puis deux dans les deux dernières années.

La légendaire géographie n'est représentée dans tous les programmes des gymnases que par deux heures en sixième, cinquième et quatrième, une heure en troisième inférieure

et troisième supérieure, *zéro* en première inférieure et en première supérieure. Les mathématiques n'ont que trois à quatre heures, les sciences naturelles deux heures, les autres sciences, rien. On considère, avec raison, qu'une bonne culture mathématique est le fondement véritable de toutes les études scientifiques, que le reste est spécialité, affaire d'université, non de gymnase. Même dans les réalgymnases, les mathématiques n'obtiennent que de trois à cinq heures; les sciences naturelles ont deux heures pendant les cinq premières années, pour être remplacées pendant les quatre dernières années par deux heures de physique, auxquelles s'ajoutent enfin, dans les deux dernières années seulement, deux heures de chimie. Quelle différence avec nos études aussi superficielles qu'encyclopédiques !

Malgré le triomphe final des classiques, il subsiste dans l'enseignement secondaire d'Allemagne un changement d'esprit et de direction, qui ne date pas d'aujourd'hui, et qui n'est pas sans inquiéter l'élite de la nation allemande. Dubois-Reymond, qui était recteur de l'Université de Berlin, ne cessa de protester durant toute sa vie contre le réalisme exagéré des *Realschulen* et contre l'invasion de leur esprit, par une contagion fâcheuse, dans les gymnases mêmes et dans les universités. Il réclamait avec énergie un type de gymnases *secondaires*, « dont les élèves sortiraient aptes à entrer, soit à l'Université, soit dans l'armée, soit à l'académie industrielle ou à l'academie d'architecture ». Et, bien entendu, ce seraient les gymnases d'*humanités*, mais réformés d'une façon rationnelle, débarrassés de la philologie, plus littéraires et moins grammaticaux, enfin enrichis de sciences *philosophiquement étudiées*. Un tel enseignement sera, disait-il, « un véritable adversaire pour le réalisme », tout en préparant aux professions utiles dans un esprit non utilitaire. On fait d'ailleurs tout, en Allemagne, pour revenir à l'unité dans l'enseignement secondaire. On a déjà, aujourd'hui, des gymnases et des réalgymnases qui ne diffèrent que par la présence ou l'absence du grec et par une proportion plus ou moins forte d'études mathématiques et physiques; mais partout, on exige de fortes études *littéraires* et on ne demande aux *sciences* que l'initiation approfondie aux méthodes, non un

bouillage de mémoire ni une préparation aux professions spéciales.

Il y a là une situation à méditer pour ceux qui, en France, cherchent à renverser les études classiques et qui s'imaginent faire des commerçants ou des colons en ouvrant à tous, indistinctement, les Facultés de médecine et de droit, ainsi que les diverses Ecoles du gouvernement.

III. — Ce qui présente en Allemagne la supériorité plus manifeste sur les institutions analogues en France, ce sont les universités. Dans les nôtres, on peut sans doute apprendre une science déjà faite, on peut même apprendre à professer cette science, mais, malgré des progrès tout récents, on n'y apprend pas encore assez une chose qui est très différente et qui exige un long apprentissage : le métier de savant. Faire progresser la science, soit théorique, soit appliquée, ou, pour mieux dire, indivisiblement théorique et appliquée, voilà le grand art qui ne s'improvise pas et qui, de plus en plus, exige cette longue patience où Newton voulait voir le génie. La science pure a elle-même sa technique, qui diffère de ses résultats acquis ou des idées générales sous lesquelles ces résultats se rangent pour le philosophe. Nous, Français, dans notre enseignement supérieur, nous nous sommes trop contentés, pendant de longues années, des « grands principes » et des « grandes conséquences », tandis que les Allemands s'occupaient, jusqu'à l'excès, des méthodes et de la technique. De plus, à côté des universités, dont plusieurs étaient nouvelles au commencement du siècle (Berlin et Bonn), l'Allemagne a vu s'accroître sans cesse, surtout depuis trente ans, le nombre et l'importance des écoles *techniques* supérieures et académies spéciales d'agriculture, de chimie, des mines.

En revanche, la philosophie est aujourd'hui en souffrance chez nos voisins. Les quatre cinquièmes des élèves suivant les cours des universités, et le gymnase n'étant guère considéré comme se suffisant à lui-même, la suppression de la classe de philosophie dans les gymnases sembla d'abord peu dangereuse. Cette suppression n'en fut pas moins fatale, et la compensation attendue des universités s'est montrée ici absolument insuffisante. L'enseignement philosophique, qui, depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, avait dans les gym-



nases d'Allemagne constamment gagné en importance, en fut brusquement et totalement supprimé grâce à l'engouement produit par l'essor des études philologiques. Les mesures prises depuis, pour introduire en *Prima* quelques textes de philosophes grecs ou latins (commentés par des professeurs linguistes, sans culture philosophique), n'ont pas atténué les conséquences de cette mesure. M. E. Halévy, qui fut récemment chargé par notre Ministère d'une mission officielle en Allemagne, a rendu compte des résultats de son intéressant voyage<sup>1</sup>. A l'université comme au gymnase, il constate « l'indifférentisme » ou, tout au moins, l'abstention philosophique. La pensée allemande, d'ailleurs, par lassitude ou stérilité, a réduit la philosophie à n'être plus qu'une « théorie de la connaissance », ou, s'il s'agit de réalités, un simple résumé de la science expérimentale ; « néo-kantisme ou positivisme », voilà aujourd'hui, sauf quelques exceptions, toute la philosophie enseignée aux rares élèves de bonne volonté qui suivent des cours de philosophie dans les universités ». M. de Hartmann disait à M. Halévy que le professeur d'université traite aujourd'hui la métaphysique comme le candidat socialiste traite la religion : « affaire privée », dit-il ; il ne la nie pas, il la laisse de côté. Le positivisme scientifique règne dès lors en maître dans les universités allemandes. « Nul esprit philosophique ne préside plus, conclut M. Halévy, aux travaux des universités. » Il en résulte que, faute d'instruction philosophique, elles sont la proie de l'économie politique nationaliste et socialiste. Les systèmes les plus opposés se disputent ces têtes sans méthode acquise et sans boussole. « Le matérialisme pratique », dont la plus haute forme est la *Nationalœconomie*, est florissant dans les chaires des universités, laboratoires de collectivisme.

Quels sont les résultats de cette mutilation et de cet abaissement de la philosophie dans un pays que certains de nos pédagogues voudraient imiter en tout ? Selon M. Halévy, « on éprouve douloureusement, chez les étudiants des universités allemandes, le défaut d'une culture philosophique préalablement reçue dans les établissements

<sup>1</sup> Voir la *Revue internationale de l'enseignement* du 15 décembre 1896.

d'enseignement secondaire ». Un fait général l'a frappé : la « décadence des études philosophiques en Allemagne, et son retentissement sur toutes les parties du travail universitaire ». Beaucoup de cours universitaires de philosophie en Allemagne ont aujourd'hui un caractère ridiculement élémentaire, s'adressant à quelques élèves, sans initiation préalable. M. Th. Ruysen, qui, lui aussi, a fait sur les lieux mêmes une étude approfondie des universités, a vu des professeurs interrompre un développement pour écrire au tableau noir l'orthographe de mots très simples ou très connus, tels que : monisme, utilitarisme, Locke, Montesquieu. M. Halévy, de son côté, nous dépeint, en face de l'état si prospère des *laboratoires* scientifiques, l'affaiblissement progressif des grandes recherches philosophiques, morales, sociales, historiques et même de *science pure* ; la philosophie, cette science universelle, réduite à l'état de « spécialité », la vie se retirant peu à peu des universités locales, que les maîtres quittent pour Berlin ; le corps enseignant se recrutant avec une difficulté croissante ; le *Privat-docent* tendant à disparaître des petites universités, à faire défaut pour certaines spécialités, et même pour les grandes ; les étudiants se détournant de la science désintéressée et demandant de plus en plus une préparation rapide aux examens<sup>1</sup>. « Le lien des sciences entre elles, écrit un professeur allemand, semble peu à peu se réduire à rien. Avec le temps se creusera, si nous ne nous trompons, un abîme profond entre les diverses Facultés spéciales ; et les Facultés elles-mêmes deviendront de simples institutions de dressage, où l'on apprendra l'art de gagner son pain. » Aussi, pendant qu'un grand nombre de spécialistes montrent pour la culture philosophique, qu'ils ignorent, un aveugle dédain, ceux qui voient les choses de plus haut signalent le danger pour l'avenir. Ce ne sont pas seulement les professeurs de philosophie comme Wundt, Eucken, Ziegler, Kapper, Paulsen, qui réclament la restauration et le développement de l'enseignement philosophique dans les universités, l'institution d'épreuves philosophiques sérieuses au doctorat et à cet examen d'Etat par où passent tous les professeurs, surtout la réintégration complète de l'enseignement philosophi-

<sup>1</sup> M. Halévy, *ibid.*

que dans tous les gymnases. Les savants les moins suspects de partialité pour la spéculation métaphysique font les mêmes vœux. Virchow réclame « la rentrée de la philosophie au gymnase », Hæckel déplore le manque d'esprit philosophique de la plupart des physiologistes actuels : — « La culture et la discipline philosophique négligées, dit-il, se vengent ici de la manière la plus cruelle ». Ihering lui-même écrivait, dans la préface de *Zweck im Recht* : « Si jamais j'ai regretté que le temps de mon éducation ait coïncidé avec une période où la philosophie était discréditée, c'est bien en écrivant le présent ouvrage. Ce que, par la faute de l'opinion publique hostile, le jeune homme a négligé, l'homme mûr ne peut plus le ressaisir. » — « C'est seulement, écrit M. Kapper, l'idéalisme de la science et de la vie qui avait conquis à notre enseignement supérieur allemand une renommée universelle ; avec le déclin de cet idéalisme, les universités devront aussi renoncer à l'honneur d'être les protectrices et les dépositaires de toute culture scientifique. » L'indifférence philosophique et l'indifférence religieuse, voilà donc, d'après tous les témoignages, ce que l'élève emporte avec lui lorsqu'il passe de l'école au gymnase, du gymnase à l'Université, « ayant appris seulement et bien appris deux choses : la philologie grecque et latine, et l'obéissance<sup>1</sup> ». Nous faisons, quant à nous, bon marché de la philologie, si justement attaquée par l'empereur d'Allemagne ; nous regrettons qu'on ait cru devoir l'introduire dans nos lycées, chez nous, où il eût certes mieux valu développer un peu plus « l'obéissance » et l'esprit de discipline. Quoi qu'il en soit, le résultat de l'enseignement officiel donné par l'État en Allemagne s'est montré peu fécond au point de vue moral ; et il est à craindre, en l'absence de convictions sérieuses, que l'« obéissance », devenue trop machinale, ne dure pas toujours dans ce pays. D'après les mêmes témoignages, le jeune Allemand, chargé de grammaire et de philologie, sait moins de sciences et connaît moins bien sa littérature nationale qu'un bachelier français moyen. L'irréligion, conclut M. Halévy, et non pas une irréligion violente et agressive, comme celle du libre penseur de race latine, mais une irréligion apathique

<sup>1</sup> M. Halévy, *ibid.*

et passive, voilà l'esprit régnant de l'Allemagne, tout au moins de l'Allemagne du Nord, à l'heure actuelle. Or, l'indifférence en matière de philosophie est dangereuse. Tout vaut mieux que le scepticisme passif qui ne se pose même pas de questions, et qui, à la maxime : Que sais-je ? ajoute : Que m'importe ? S'il faut imiter en France les progrès de l'Allemagne, surtout ses laboratoires de recherches scientifiques, gardons-nous d'imiter ses fautes et d'aboutir, comme elle, au recul de l'idéalisme.

Dans l'Allemagne ainsi devenue industrielle, militariste et positiviste, l'esprit philosophique est tombé à un tel point chez le public qu'on a vu un Wundt s'excuser, dans un de ses ouvrages, de ce que certaines conclusions auxquelles il était arrivé ressemblaient aux conclusions hégéliennes. Les Allemands en seraient-ils venus à avoir honte de Hegel ! honte d'un philosophe qui a fait un effort de géant pour réunir en une immense synthèse tous les points de vue de la pensée humaine et qui n'a guère eu d'autre tort que l'abus des thèses et antithèses dialectiques ! L'Allemagne finira-t-elle par avoir honte aussi de son Kant, à peu près comme si la France avait honte de son Descartes ? En revanche, on voit les Allemands s'enorgueillir de Nietzsche, leur seul philosophe aujourd'hui, ou du moins le seul qui les occupe et se fasse lire des étudiants sans instruction philosophique !

Cet état de choses a attiré l'attention de la *Conférence scolaire*, convoquée par l'Empereur, malgré le peu de goût qu'a ce dernier pour la philosophie. La conférence a déclaré que l'introduction de l'enseignement de la philosophie devait se faire dans la dernière année des études (comme en France), et que, là où les circonstances ne permettraient pas mieux, les professeurs devraient diriger leur enseignement de manière à y suppléer le mieux possible. La mesure est sans doute insuffisante, mais elle indique qu'on en revient à comprendre l'importance de la *philosophie*, comme à comprendre celle des *humanités*.

Une des grandes préoccupations a été « d'améliorer les conditions d'hygiène physique et intellectuelle des élèves », et notamment d'éviter tout surmenage, soit qu'il provienne de leur zèle pour le travail, soit qu'il provienne des exigences des professeurs. C'est ainsi qu'il est désormais

prescrit de n'autoriser les élèves qu'à titre tout à fait exceptionnel aux veillées studieuses.

Une mesure récente a en outre fixé le temps de repos obligatoire qu'on accorde aux élèves, à dix minutes par heure, qu'ils devront passer en plein air pendant que les classes seront aérées. Depuis longtemps déjà, en été, les classes doivent être suspendues lorsque le thermomètre marque à dix heures du matin 25° centigrades à l'ombre.

Il est encore dit expressément que, « pour remplir sa mission éducatrice, *l'enseignement secondaire doit assurer rigoureusement la discipline et l'ordre extérieur, développer l'obéissance et l'amour du travail, la sincérité et la pureté des sentiments, et trouver dans toutes les branches de l'enseignement matière à former le caractère et à exciter chez l'élève de saines aspirations* ».

Le soin de cette éducation du caractère et de la volonté, qui doit être la synthèse de l'enseignement secondaire, est particulièrement confié au professeur principal (*Ordinarius*), dont M. Pinloche a décrit le rôle et les attributions<sup>1</sup>. Plus que jamais, on désire que l'influence du professeur principal soit fortifiée, et que son choix soit entouré de toutes les garanties désirables, car c'est surtout à lui « qu'incombe la tâche d'entretenir des relations avec les familles de ses élèves, et d'aider les parents de ses conseils et de ses actes ». La faible durée des diverses classes est ainsi compensée par l'unité de direction, confiée au professeur principal.

On a souvent décrit la transformation qui s'est opérée depuis cinquante ans dans les mœurs littéraires de l'Allemagne. Le réalisme littéraire, qui partout en Europe faisait son apparition, a gagné, là aussi, la génération nouvelle. « Les Allemands n'eurent pas en littérature les émules de Gogol, de Flaubert et de Taine, mais ils eurent des historiens d'un réalisme puissant, et Mommsen est au premier rang de ceux-ci<sup>2</sup>. » Trois œuvres à ce moment passionnaient la jeunesse allemande : le *Faust* de Goethe, le *Monde comme volonté et représentation* de Schopenhauer, et l'*Histoire romaine* de Mommsen. On n'a pas de peine à comprendre

<sup>1</sup> L'enseignement secondaire en Allemagne, 1900.

<sup>2</sup> Voir Guiland, *l'Allemagne nouvelle*.

ce qui, dans ces trois œuvres, séduisait cette génération rassasiée de rêves, devenue positive et éprise de réalité. Le *Faust* de Gœthe lui prêchait cette philosophie à laquelle le poète, après avoir tant tourné, avait abouti et qu'il résumait dans ces mots : « L'action console de tout. » Après la guerre, pendant vingt ans, les lettres et les arts se sont tus. « La seule littérature qui ait fleuri est la littérature militaire<sup>1</sup>. » Avec les ouvrages du grand état-major, la correspondance de Moltke, les discours et les lettres de Bismarck, les ouvrages de tactique de Du Verdy du Vernois et l'*Histoire d'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle* de Treitschke, la grande œuvre de l'époque fut un essai sur la philosophie de la guerre, *la Nation armée* du major Colmar von der Goltz. Rien de plus étrange que cette œuvre et qui donne mieux l'idée de la transformation de l'Allemagne en une vaste Prusse militaire. « C'est l'apologie toute crue du militarisme, dans laquelle on entend célébrer, sur un ton lyrique, la vertu moralisante des grandes boucheries humaines, les bienfaits de l'état guerrier, l'infériorité de civilisation de l'état industriel, la mission de l'armée comme éducatrice des peuples et centre de culture nationale<sup>2</sup> ! » Il y aura des guerres, dit le baron de Goltz, « tant que dans le monde les peuples voudront acquérir les biens terrestres, qu'ils seront animés du désir de *procurer* aux générations futures *l'espace dont elles ont besoin pour vivre à l'aise*, la tranquillité et la considération, tant que ces peuples, sous la conduite de grands esprits, tendront, sans se tenir aux limites étroites des besoins journaliers, à réaliser un idéal politique et civilisateur. Il nous faut accepter ce que les dieux envoient... Les guerres sont le lot des hommes, elles forment le destin inévitable des nations. En ce monde les hommes ne jouiront jamais de la paix<sup>3</sup>. »

Les historiens et littérateurs, en Allemagne, ont pourtant fini par reconnaître que les guerres contre l'Autriche et la France avaient par trop détourné les esprits de la littérature et de l'histoire. Mommsen lui-même se plaignait de ce que la science allemande, depuis 1860, n'était plus ce qu'elle

<sup>1</sup> Voir Guiland, *l'Allemagne nouvelle*.

<sup>2</sup> Guiland, *ibid.*

<sup>3</sup> *La nation armée*, traduction française, p. 452.

avait été : « Elle s'est étiolée, disait-il. Des aspirations naguère ardentes ont été arrêtées. Des germes pleins de promesse ont été desséchés. Notre gouvernement ne doit pas avoir de soin plus pressant que celui d'entretenir et de fortifier les sources de la grandeur de l'Allemagne. Notre tâche est difficile, mais nous pouvons et nous voulons développer la *science allemande* ». Treitschke, de son côté, jette ce cri d'alarme : « On dirait que le bruit des armes a fait pousser une nouvelle race de Béotiens, qu'il est en train d'étouffer l'intelligence des arts et de la science. Pourquoi rire des Russes qui mettent des généraux à la direction de leurs jardins botaniques, quand nous faisons aujourd'hui de même. » Au vingt-cinquième anniversaire de la bataille de Sedan, le 19 juillet 1895, moins d'un an avant sa mort, Treitschke prononça dans l'Aula de l'Université de Berlin un discours patriotique qui eut en Allemagne un grand retentissement. Après avoir rappelé tous les glorieux souvenirs de la « grande année » de 1870 ; après avoir montré que l'Empire n'avait point désarmé ses ennemis du dedans ni ceux du dehors, il ajoutait : « Tout est devenu plus grossier dans nos mœurs : la politique et la vie... Si la politique est devenue plus grossière, la cause intime en est dans la transformation inquiétante de notre vie publique. Bien des choses que nous tenions autrefois pour un apanage de l'Empire romain de la décadence, sont en réalité un produit de cette culture intensive des villes qui nous envahit à notre tour. Une société démocratique ne cherche nullement pour chefs des hommes de talent, comme se l'imaginent les rêveurs, car le talent reste toujours une chose aristocratique ; elle cherche des hommes d'argent ou des démagogues, ou les deux ensemble. Le respect, que Gœthe nommait la fin dernière de toute éducation morale, disparaît de la nouvelle génération avec une rapidité vertigineuse. » Et, parmi toutes les formes de respect, Treitschke note surtout : respect des bornes que la nature et la société ont mises entre les deux sexes ; respect de la patrie, qui s'efface de jour en jour devant le fantôme d'une humanité jouisseuse. Plus la culture s'étend, plus elle devient plate ; on méprise la profondeur du monde antique, on ne considère comme important que ce qui ne sert qu'à des buts très proches. Aujourd'hui que chacun parle de tout d'après son journal ou son dictionnaire

de conversation, on rencontre rarement la puissance créatrice de l'esprit et le courage d'avouer son ignorance, qui distinguent l'esprit vraiment original. La science, qui descendait même jadis trop profondément, dans l'espoir d'atteindre l'insondable, se perd maintenant en surface... Dans l'ennui d'une existence vide, les passe-temps tels que les paris aux courses prennent une réelle importance, et lorsque nous voyons le cas qu'on fait maintenant des héros de cirque et des bateleurs, nous songeons, pleins de dégoût, à la monstrueuse et précieuse mosaïque des vingt-huit lutteurs des Thermes de Caracalla. Tout cela est un signe sérieux des temps. » Treitschke s'emporte ensuite contre les Teutomanes, « ces spirituels esthéticiens », comme il les nomme, qui, en essayant de prouver par l'ethnologie que la race française n'existe pas, et autres billevesées semblables, « ridiculisent le nom allemand » ; il admire l'esprit de la Réforme française, qui a donné au monde la plus belle forme du protestantisme : « le Calvinisme<sup>1</sup> ». Lorsqu'il

<sup>1</sup> Treitschke attribuait à l'esprit protestant ce qui s'est fait de grand en France. S'il reconnaissait que « les essais parlementaires des Français ne méritent pas complètement le dédain » (III, p. 415), c'est aux protestants doctrinaires qu'il en rapportait l'honneur. Il disait parfois aussi : « Nous autres Allemands, nous ne devons pas oublier que la France, dans ses luttes sociales, a souffert pour le reste du monde » (III, p. 228). Il reconnaissait que les radicaux français, dont il n'aimait certes pas les idées, « avaient souvent fait preuve d'un esprit de sacrifice grandiose et d'une vaillance héroïque » (Voir Guiland, *Ibid.*, 229).

« Depuis 1870, dit aussi de Sybel, nous autres Allemands nous considérons d'un cœur plus calme que du temps de notre morcellement les vicissitudes de la politique française. Le danger de guerre est écarté par la défaite de Napoléon. Le danger de l'invasion des idées françaises (1789, 1830, 1848) est aussi amoindri. La marche de notre État est profondément différente de celle de la France après 1789. Notre empire est sorti du principe des nationalités, inconciliable avec les fausses idées d'égalité de la Révolution française. Ces idées déniaient tout vrai droit à l'existence individuelle, soit qu'il s'agisse d'un peuple, soit qu'il s'agisse d'un individu. La prétendue libération universelle des Girondins, les conquêtes universelles de Napoléon n'étaient pas autre chose que des applications logiques de ce principe fondamental, qui, en France même, a étouffé le libre développement des individus. Le principe des nationalités, par contre, repose sur des idées absolument opposées à celle-là, à savoir que la liberté personnelle ne peut subsister que sous la protection d'un gouvernement dont les chefs parlent la langue de leur peuple, partagent ses idées, sentent les battements de son cœur... Comme base : respect de l'individu ; l'accord de la liberté et du pouvoir est la conséquence du principe des nationalités. Est-ce trop avancer que de croire que l'Allemagne écartera de son État la fausse égalité et la licence, qu'elle saura se tenir à l'abri de ces deux excroissances despotiques, l'église et le radicalisme autoritaire, dont la Commune et les



entendait ses compatriotes tonner contre « les vices de la moderne Babylone », Treitschke ne pouvait s'empêcher de les engager un peu à regarder ce qui se passait chez eux : « Sommes-nous, dit-il, assez supérieurs à la France, au point de vue moral, pour lui adresser de tels reproches ? Si les Français aiment les femmes, nous, nous nous saoulons volontiers, et je ne sais pas laquelle des deux choses est la plus belle. »

Nietzsche, de son côté, n'a cessé de protester contre la décadence produite, selon lui, dans le domaine intellectuel par la victoire et la gloire militaires. « Il faut s'en accommoder, dit-il, quand un peuple qui souffre et veut souffrir de la fièvre nationale et des ambitions politiques, voit passer dans son esprit un grand nombre de nuages et de troubles divers, en un mot de petits accès d'abêtissement : par exemple, chez les Allemands d'aujourd'hui, tantôt la bêtise antifranaise, tantôt la bêtise antijuive ou antipolonaise, tantôt la bêtise chrétienne, romantique, tantôt la bêtise wagnérienne, tantôt la bêtise teutonne ou prussienne (qu'on regarde donc ces pauvres historiens, les Sybel et les Treitschke, et leurs grosses têtes emmitouflées), et quel que soit le nom que l'on veuille donner à ces petits embrumements de l'esprit et de la conscience allemande <sup>1</sup>. »

#### IV

##### MILITARISME, CAPITALISME ET SOCIALISME

Deux grandes influences ont, dans le cours de notre siècle, et surtout dans la seconde moitié, agi plus que tout le reste sur le caractère et les mœurs de l'Allemand ; le militarisme et le capitalisme, qui, par réaction, ont fait grandir le socialisme.

Kant avait dit : « Le militarisme a développé en Allemagne l'habitude, déjà considérable, de la discipline, de l'ordre et de l'exactitude, de la propreté, de l'entente

Jésuites sont les plus trappants exemples — excroissances qui entravent la réalisation d'un État libre. « *Geschichte der Revolutionszeit*, IV<sup>ter</sup> Band, Bonn, 1871.

<sup>1</sup> *Par delà le bien et le mal*, VIII, § 251.

mutuelle et de la camaraderie. » Devenue le modèle de l'organisation et de la hiérarchie, l'armée a exercé une influence croissante et sur l'Etat et sur la société entière. Mais, au point où on l'a poussée peu après, l'armée allemande tend aujourd'hui à se séparer de plus en plus de l'élément civil ; elle favorise la débauche et l'oisiveté ; elle s'oppose à l'adoucissement et à l'ennoblissement des mœurs ; elle enlève à la nation une foule de forces vives.

Un fléau plus grand encore que le militarisme, en Allemagne, c'est l'excès du capitalisme. On lui reproche d'exercer sur la nation une influence de plus en plus démoralisante : de produire d'un côté le luxe et la cupidité, de l'autre, la concurrence meurtrière, l'exploitation de la force ouvrière et spécialement des femmes, la destruction de la vie familiale, les crises ruineuses, les chômages, la prostitution, la vénalité, l'accroissement de la criminalité juvénile et virile. De fait, et quelle qu'en soit la cause, la criminalité générale va augmentant en Allemagne d'une manière sensible. Sur 10 000 personnes âgées de plus de douze ans, il y avait en moyenne annuelle, dans la période 1883-1887, 115,08 personnes condamnées, dont 39 pour crimes contre les personnes et 48 pour attentats contre la propriété. En 1896, 112,4 (43 contre les personnes, 51 contre la propriété) ; en 1892, 119,9 (44,8 et 55,9) ; en 1893, 120,9 (48,4 et 51,6). De plus, la criminalité de la jeunesse, de douze à dix-huit ans, s'est accrue (comme en France) en proportion beaucoup plus grande que le total des criminels. Les nombres 30,719 en 1882 et 43,776 en 1893 en sont la preuve. Enfin la multiplication des cas de folie, des suicides, des crimes contre les mœurs, accusée par toutes les statistiques, dénote « le bouleversement des systèmes nerveux » et « le bouleversement des carrières ».

Comme remède à l'accroissement de la criminalité juvénile, on a confié aux législations locales le soin « des enfants abandonnés et coupables ». En Prusse, notamment, dans la période de 1858 à 1892, 20 080 enfants ont été soumis au régime de « l'éducation forcée ». L'extension de ce régime est spécialement poursuivie par l'*Association criminaliste internationale*, dont les adhérents sont nombreux en Allemagne, et qui aspire à remplacer la *peine* proprement dite par un *traitement* approprié.

Un autre fléau, l'alcoolisme, a augmenté en Allemagne depuis que le prix de l'alcool de pommes de terre a baissé. La consommation de l'alcool s'élève aujourd'hui à 4 litres et demi (contre plus de 5 litres en France, hélas !). La consommation du tabac est restée à peu près la même. Le malaise moral, comme on le voit, est loin d'être particulier à notre pays. En Allemagne, récemment encore, une adresse signée par plus de 50 000 femmes demandait « aux honorés professeurs, maîtres de conférences et surveillants des universités, académies et autres établissements d'instruction publique » d'employer leur influence à « sauvegarder la santé et la pureté de leurs élèves contre tous genres d'incontinence ». Les plaintes sont à peu près les mêmes dans tous les pays ; partout on regrette de ne plus trouver les fortes convictions qui dominant à la fois la pensée, la volonté, la conduite. Il est impossible de méconnaître combien de traits, dans ce tableau, sont communs à l'Allemagne et à la France. C'est une preuve de la croissante identité des influences intellectuelles, morales, sociales, dans les pays les plus divers et chez les races les plus diverses. Les « caractères » des nations sont de plus en plus masqués par les maximes de la conduite collective, qui finissent par entraîner les mêmes mœurs collectives, aussi bien chez les Germains ou prétendus tels que chez les Celtes ou chez les prétendus Latins.

Dans l'ancienne Fédération allemande, les pays catholiques étaient prépondérants, ce qui constituait un désavantage pour l'Allemagne protestante du Nord. Au contraire, dans le nouvel Empire, de même qu'en Prusse, la population catholique dépasse à peine le tiers de la totalité. Mais, selon M. Tœnnies, il faut tenir compte d'une notable différence entre les deux groupes. La grande masse des catholiques allemands, même dans les grandes villes, reste fidèle à l'Église ; le catholicisme a augmenté, dans sa lutte avec l'État, son autorité et sa puissance ; au contraire, « presque toutes les classes du peuple protestant, et surtout la classe des prolétaires, sont devenues de plus en plus indifférentes à l'égard de leur église, et même une grande partie de ce peuple la renie ». M. Tœnnies nous apprend que, dans les classes supérieures des pays protestants, ce

qui règne *en réalité*, c'est « la morale du patriotisme, de l'honneur extérieur et de la vie conforme à la situation de chacun ».

De la crise morale et religieuse est inséparable la crise sociale. Devant le militarisme triomphant se dresse l'ennemi de demain : le socialisme. Tout ce qui a été si fortement centralisé en vue de la domination d'une dynastie peut finir un jour par être l'instrument de la domination d'une classe, celle des prolétaires : *sic vos non vobis* ! Ceux qui ont la superstition des races ont prétendu que les races latines (qui précisément ne sont pas latines) sont socialistes de caractère, tandis que les germaniques seraient individualistes par droit de naissance. L'Allemagne actuelle est loin de confirmer ces théories. Ce pays avait si longtemps végété sous le régime de la dissémination féodale, que la formation de l'unité nouvelle amena tout naturellement, selon la remarque de M. Bamberger, un courant d'enthousiasme vers la force concentrée de l'Etat. Ce fut à qui glorifierait le plus la grande collectivité et la chargerait des plus nobles fonctions. « Un homme d'Etat qui aspirait, comme M. de Bismarck, à réunir dans sa main le plus de pouvoir possible et à s'identifier avec l'Etat même, devait naturellement favoriser ce penchant. » Déjà, d'ailleurs, le règlement industriel primitif de la Prusse contenait certaines prescriptions qui impliquent le socialisme d'Etat. Ne lit-on pas, au titre XIX, deuxième partie, du *Preussische allgemeine Landrecht* : « § A. L'Etat doit fournir la nourriture et l'entretien aux citoyens qui ne peuvent se les procurer eux-mêmes ou qui ne peuvent l'obtenir de ceux qui y sont tenus par la loi. § 2. A ceux qui ne trouvent pas à s'employer on assignera des travaux en rapport avec leurs forces et leurs aptitudes. § 3. Ceux qui, par paresse ou goût de l'oisiveté, négligent de se procurer des moyens d'existence, seront tenus à exécuter des travaux utiles, sous la surveillance de l'autorité. § 6. L'Etat a le droit et le devoir de créer des institutions au moyen desquelles le dénuement des uns et la prodigalité des autres sont également empêchés. § 7. Est absolument interdit dans l'Etat tout ce qui peut avoir pour effet de provoquer l'oisiveté, surtout dans les classes inférieures, ainsi que tout ce qui peut détourner du travail. § 10. Les autorités commu-

nales sont tenues de nourrir les habitants pauvres. » C'est le droit au travail joint à l'obligation du travail. Tempérés très heureusement dans l'application, ces principes ont rendu possible la « législation sociale de l'Empire ». Le 13 juillet 1878, l'inspection industrielle devient obligatoire dans les divers Etats, dont chacun l'exerce pour son compte. En 1883, on organise l'assurance obligatoire des ouvriers (industriels, ruraux, domestiques, etc.) contre la maladie ; l'année suivante, contre les accidents ; en 1889, contre l'invalidité et la vieillesse. De plus, on institue le bureau des assurances de l'Etat, chargé de réaliser ces lois et, pour cela, de s'immiscer directement dans la vie économique des individus. En 1893, l'assurance contre la maladie disposait déjà de 21 226 caisses, avec 7 millions et demi de membres, qui ont dépensé 114 millions ; l'assurance contre les accidents enveloppait 18 millions de personnes avec 59 millions de dépenses. Les invalides du travail et les vieillards se virent attribuer au 31 décembre 1893, 210 204 pensions de retraite équivalant à une somme de 15 millions.

L'excellente loi de 1891 limite l'arbitraire de l'employeur dans les contrats et les règlements d'atelier, fixe à onze heures la journée de travail pour les femmes, interdit le travail des enfants au-dessous de treize ans et le travail de nuit des femmes et des enfants. D'autres utiles prescriptions ont trait à l'hygiène, à la moralité et au repos dominical, devenu obligatoire d'abord dans le commerce, puis dans la plupart des industries. N'ayant point été ébranlé, comme chez nous, par des révolutions et des échecs de toutes sortes, l'Etat garde en Allemagne son prestige et continue de s'attribuer une mission non seulement historique et politique, mais sociale, avec la prétention d'incarner l'« esprit collectif », l'« idée » du peuple germanique. On croyait que les lourdes charges imposées par l'Etat dans un intérêt de justice sociale et de paix entre les classes amèneraient à bref délai la ruine de l'industrie allemande ; il s'est trouvé, tout au contraire, — soit coïncidence, soit connexion intime, — que le merveilleux essor de cette industrie a accompagné l'extension de la législation industrielle, plus vaste en Allemagne qu'en aucune autre nation.

Cette extension, d'ailleurs, n'a pas empêché les fondations particulières de philanthropie et de justice sociale. Les

directeurs de la fondation Zeiss, par exemple, n'ont pas seulement montré, comme nous l'avons vu plus haut, ce que peut le concours organisé de la science et de l'industrie, *geordvetes zusammenwirken von Wissenschaft und technischer Kunst* ; ils ont aussi montré ce que peut le concours des patrons et des ouvriers pour améliorer le sort des seconds sans compromettre l'autorité des premiers. Ils ont posé ce principe si vrai que : « Quelle que soit la richesse actuelle du code des lois sociales, et quelle qu'en puisse être l'extension future, ce code n'épuisera jamais la matière ; il ne fonde qu'un strict minimum de droits et de devoirs ; il laissera donc toujours à l'initiative individuelle, en dehors et au delà de ce minimum de justice sociale que garantit la loi, un vaste champ d'activité ». Le professeur Abbe était convaincu qu'il ne saurait suffire d'améliorer le « bien-être matériel » de la population ouvrière sans se préoccuper d'améliorer « sa situation juridique », qu'il faut fonder solidement l'autorité sans lui permettre de se changer en arbitraire ; car, « pour être légal et régulier, l'arbitraire ne cesse pas d'être l'arbitraire, *Willkür nicht aufhoert Willkür zu sein*<sup>1</sup> ».

Par la puissance et par la variété de ses associations coopératives, le peuple allemand tient de beaucoup la tête des autres peuples. Chez quelques-uns, tels que l'Angleterre, les associations coopératives de consommation, chez quelques autres, tels que les Etats-Unis, les *Building societies* ont pris un développement tout au moins égal à

<sup>1</sup> Outre les règles relatives aux pensions de retraite, à la durée normale de la journée de travail et au prix des heures supplémentaires, on a signalé dans les statuts de la fondation Zeiss bien des traits originaux : le congé annuel de douze jours par an, avec paye intégrale ; le service militaire considéré comme une simple interruption de travail au bout de laquelle l'ouvrier est sûr de retrouver sa place à l'usine ; les congés accordés avec paye intégrale aux ouvriers investis de fonctions publiques non rétribuées ; les jeunes ouvriers et les femmes ne devant jamais être employés pour réaliser une économie sur la main-d'œuvre, mais seulement pour l'apprentissage ou pour l'exécution de travaux délicats ; pensions de retraite partiellement réversibles sur les orphelins ou les veuves ; caisse d'assurance contre la maladie ; participation aux bénéfices attribuée, en cas de bénéfices dépassant un certain minimum, au personnel ouvrier, sans que jamais celui-ci puisse le réclamer comme un droit ; enfin indemnité de renvoi, lorsque la maison se voit obligée de renvoyer un ouvrier sans manquements graves au devoir professionnel, — indemnité qui ne peut être inférieure à la valeur du salaire intégral d'une demi-année, etc. (Voir *Arbeitsrecht, Statut des Zeiss-Stiftung zu Iena*, et Brunhes dans la *Quinzaine* du 16 août 1897.)

celui de l'Allemagne ; mais aucune nation ne dispute le premier rang au peuple allemand pour l'ensemble et pour la diversité de ses associations coopératives, ni pour l'entente, la pratique, le respect du droit d'association<sup>1</sup>. Cette importance des associations coopératives en Allemagne et des grandes lois sociales qui en sont le couronnement a provoqué, chez les économistes, bien des réflexions ; ce qui les a frappés surtout, c'est la grandeur des sacrifices que l'on a pu obtenir des diverses parties de la population allemande. A ces sacrifices déjà énormes, et cependant bien supportés, il faut joindre encore les sommes, relativement considérables, affectées soit aux versements dans les diverses caisses d'épargne, soit aux compagnies d'assurance sur la vie. Des prélèvements aussi étendus et toujours croissants attestent, avec une prospérité réelle, un « pouvoir d'épargne toujours grandissant<sup>2</sup> ». Malgré toutes les charges des lois ouvrières, malgré les cotisations diverses auxquelles les travailleurs se soumettent volontiers, les dépôts des caisses d'épargne n'ont pas cessé de se développer. Pour la Prusse, la Bavière et la Saxe, ils atteignaient, dès 1892, plus de 5 140 millions de francs, contre 3 405 millions en France.

Le vote des lois ouvrières<sup>3</sup> d'assurance a créé pour l'Allemagne une situation très originale par rapport aux autres pays. En Angleterre et aux Etats-Unis, le principe de la liberté individuelle absolue ne souffre qu'une seule exception : obligation pour chacun de livrer à l'Etat, sous forme d'impôt, une partie du fruit de son travail. L'Etat fournit en échange « le grand outillage », tels que routes, canaux, etc., et aussi la sécurité. Dans la plupart des autres pays, on a admis une deuxième exception, « l'impôt du sang ». Les Etats germaniques ont innové une nouvelle exception ; son objet est « d'assurer la conservation de ces ouvriers dont l'organisation actuelle du travail fait une si effroyable consommation ». La réforme allemande n'a pas un caractère exclusivement social ; on y a reconnu aussi une tentative

<sup>1</sup> Ch. Grad, *le Peuple allemand* ; E. Fournier de Flaix, *En Russie, A travers l'Allemagne*.

<sup>2</sup> Fournier de Flaix, *A travers l'Allemagne*, II, 375.

<sup>3</sup> Voir H. Fix, *Quelques formes nouvelles d'assurance*. (*Revue scientifique* mars 1898.)

politique de centralisation, un « gigantesque effort d'ingérence de l'Etat dans le travail même », et surtout dans le développement normal de la nation, pour lui imprimer un cours déterminé.

L'assurance obligatoire est une des formes de l'impôt. Et cet impôt est loin d'être léger. Si on fait le total des sommes annuellement versées, et qu'on le divise par le nombre maximum des assurés, dont une partie paie les trois assurances, on trouve une moyenne de plus de 18 marks (de 22 à 23 francs) par tête d'assuré.

Quel que soit celui des quatre objets cités plus haut auquel s'applique l'assurance, son mécanisme reste le même. L'obligation qui en forme la base est cependant, comme les classes sociales, « elle-même soumise à un échelonnement » ; elle n'est absolue que pour les ouvriers exerçant une profession industrielle pour le compte d'un tiers et dont le salaire ne dépasse pas un taux déterminé. Cette première catégorie, celle dont il était le plus facile à l'Etat de s'emparer, a servi en quelque sorte de « type », pour tout le reste. On a ensuite créé des adjonctions successives, plus ou moins serrées, en procédant par assimilation, en vertu du principe que « l'assurance est d'autant plus productive que le nombre des assurés est plus grand ». Une loi du 10 avril 1892 est venue associer les petits employés aux ouvriers manuels. Les petits patrons, les ouvriers travaillant à domicile, sont admis *facultativement*, ainsi que les agriculteurs. Parmi les raisons qui ont empêché d'assimiler totalement ces derniers aux ouvriers, on a noté la crainte de toucher aux privilèges, quasi féodaux, d'une partie de la noblesse chez laquelle « les initiateurs de l'œuvre ne se souciaient pas de provoquer de trop profonds mécontentements ». Outre les obstacles d'ordre politique et social, il en est d'autres « nés de la pauvreté et quelquefois de la demi-servitude de la classe rurale ». Ainsi la loi du 22 juin 1889, relative aux pensions d'invalidité et de vieillesse, range au nombre des personnes qui ne sont pas soumises à l'assurance celles qui, au lieu d'un salaire, ne gagnent que leur entretien gratuit. Or, la condition du paysan allemand ne lui laisse souvent rien ou presque rien en dehors du plus strict nécessaire.

En ce qui concerne la maladie, l'assurance est constituée



au moyen de caisses locales ayant les frais d'administration à leur charge et répondant aux besoins des différents genres d'industrie représentés « dans l'endroit ». L'endroit peut consister en une commune ou en un établissement industriel. Dans le premier cas, l'organisation est confiée aux autorités locales ; dans le second, aux chefs de l'établissement. Ces derniers sont en même temps tenus de contribuer aux cotisations dans une proportion assez forte. La prime obligatoire payée par l'ouvrier varie, suivant les localités et les circonstances, entre 1 et 4 et demi p. 100 du salaire moyen, et le tiers en est fourni par le patron.

Dès 1893, les caisses locales étaient déjà au nombre de 27 700, et le chiffre des personnes assurées atteignait 8 millions. Les recettes, la même année, furent de 135 millions de marks ; le capital en marks a été porté à 105 millions, nets de 127 millions de dépenses, et 167 en 1895. L'impôt allemand, comme l'a remarqué M. Duclaux<sup>1</sup>, a un caractère spécial. Le produit n'en est pas versé dans les caisses publiques pour alimenter les dépenses générales. Il est administré, dans un intérêt particulier à ceux qui en portent le poids, par un comité placé à portée du contribuable, car la caisse peut être communale, locale, ou même ne pas s'étendre au delà des limites de l'usine ou de la fabrique dans laquelle travaille l'ouvrier. « Son argent est géré sous ses yeux, tandis que d'un autre côté, le lien légal créé entre toutes ces caisses leur permet de s'entendre, de se coaliser, de grouper leurs ressources pour une œuvre utile dans l'intérêt de tous. On voit à la fois la souplesse et la solidité de ce mécanisme. »

Cela posé, la logique des choses s'est montrée « dominante des conventions humaines » et a conduit plus loin le fonctionnement des caisses d'assurance. Une caisse contre la maladie, en effet, doit non seulement soigner ses malades, mais encore veiller sur l'hygiène des bien portants, pour éviter le plus possible des chances de maladie. C'est non seulement son devoir humanitaire, c'est aussi son intérêt financier. Une caisse d'assurances contre l'invalidité et contre la vieillesse, doit, de même, donner des pensions à

<sup>1</sup> *L'Hygiène sociale*, p. 144 et suiv.

ses ouvriers devenus incapables de travailler pour une cause quelconque (les cas d'accidents réservés, pour lesquels existe une caisse spéciale) ; elle a donc, de ce fait, des préoccupations d'hygiène. « Les deux groupes de caisses ont par conséquent des intérêts communs, peuvent faire concorder sur ce point leurs efforts, et, comme les fonds qu'elles administrent leur viennent, non de la charité des particuliers ni de celle de l'Etat, mais des intéressés eux-mêmes, elles sont conviées à fournir le maximum de résultat avec le minimum de dépense possible. Ce ne sont plus des établissements de charité, ce sont des maisons de commerce, des coopératives : elles vendent de la santé à leurs clients, qui sont aussi leurs commanditaires<sup>1</sup>. »

Cette excellente remarque de M. Duclaux permet de juger au point de vue social l'impôt allemand. En ne songeant qu'à l'origine des ressources, prélevées tant sur le patron que sur l'ouvrier, on pourrait dire : « C'est un impôt sur le travail, qui doit réagir sur le prix de revient de l'objet fabriqué ». En fait, répond M. Duclaux, cela est vrai, mais on ne voit pas que cet impôt ait beaucoup gêné le développement énorme du commerce et de l'industrie en Allemagne depuis quinze ans. En songeant d'ailleurs à la façon dont cet impôt est employé, le vrai caractère de la combinaison apparaît : « c'est une nouvelle industrie, portant sur une denrée inexploitée jusqu'ici, la santé, et qui, lorsque son inventaire de fin d'année accuse une augmentation dans le chiffre d'affaires, accroît la fortune publique. En d'autres termes, l'argent qu'on verse dans cette industrie, quand elle marche bien, est « un placement dans une industrie à bénéfices<sup>2</sup> ». L'essentiel est donc une bonne gestion qui, dans l'espèce, n'a pas manqué. A l'origine, les caisses contre les maladies ont traité les malades chez eux, puis à l'hôpital, qui était plus économique ; elles ont payé de bons médecins et de bons chirurgiens, ont fini par avoir des hôpitaux à elles, ont créé des maisons de convalescence. En 1898, elles ont dépensé, d'accord avec les caisses contre l'invalidité, environ trente-un millions de marks, dont vingt-un millions pour la construction d'habitations à louer aux ouvriers,

<sup>1</sup> *L'Hygiène sociale*, p. 144 et suiv.

<sup>2</sup> Duclaux, *ibid.*

et dix millions pour l'édification d'asiles, de maisons de convalescence, de crèches, de jardins d'enfants, de bains populaires, etc.

M. Duclaux a étudié particulièrement la lutte contre la tuberculose en Allemagne. Cette tuberculose, si répandue, n'aboutissant à la mort qu'après de longues années de souffrance, fut, dès l'origine, une préoccupation pour les deux caisses d'assurances ouvrières. Déjà, en 1895, c'est-à-dire six ans seulement environ après la mise en vigueur de la loi, le docteur Gebhardt signalait le péril au congrès de Stuttgart. Sur 60 000 rentes d'invalidité, 8 500 allaient à des tuberculeux, et ce chiffre augmentait tous les ans. C'était la ruine assurée et la faillite des Offices d'assurance, à moins d'une augmentation des cotisations contre laquelle tout le monde protestait d'avance. Pour parer à ce danger, on pensa à utiliser les sanatoriums. Ces établissements, où l'on envoie seulement « les tuberculoses commençantes et vraiment guérissables », ont, joints à la construction de maisons meilleures pour les ouvriers, diminué notablement les décès par tuberculose, qui ne sont plus que deux là où, en France, ils sont quatre.

L'assurance contre les accidents est un corollaire de celle contre la maladie. Elle en diffère toutefois sur divers points. L'accident peut survenir par la faute de l'ouvrier ou bien par celle du patron, dont la loi du 7 juin 1871 avait déjà établi la responsabilité. Mais la preuve était d'autant plus difficile à faire, qu'entre l'employeur et l'employé, l'inégalité de forces était grande ; la loi d'assurance du 6 juillet 1884 est venue se substituer au juge sans cesse embarrassé par les procès <sup>1</sup>.

L'accident étant, bien plus que la maladie, une conséquence de la profession, les caisses ne sont plus locales, elles dépendent des patrons réunis par régions ou associations professionnelles. Les ouvriers n'y sont pas admis, mais simplement représentés, parce qu'au lieu de supporter, comme pour la maladie, 66 p. 100 des charges, il n'y en a que 11 p. 100 qui leur incombe. Malgré l'autonomie administrative des caisses contre les accidents, les caisses relèvent d'une façon assez intime de l'Office impérial des

<sup>1</sup> Voir encore M. Fix, *Quelques formes nouvelles d'assurance*. (*Revue scientifique*, mars 1898.)

assurances, qui joue le rôle d'une sorte de « tribunal au contentieux et sans appel ».

« Ces combinaisons ont le mérite d'être à la fois savantes et habiles, car elles mettent les patrons dans la main de l'Etat aussi bien que les ouvriers. Le côté faible est toujours la participation de l'agriculture, où il n'y a, en réalité, comme patrons, c'est-à-dire comme propriétaires terriens, que les membres de l'aristocratie, sur lesquels une mainmise ostensible ne peut encore être essayée sans danger<sup>1</sup>. »

Les catégories auxquelles le principe de l'assurance a été progressivement transmis sont : transports, 28 mai 1887 ; employés et soldats, en dehors des circonstances de guerre, 15 mars 1886 ; petits propriétaires et forestiers, 5 mai 1886 ; chantiers de la marine, 11 et 13 juillet 1887.

Les caisses de maladies et celles d'accidents sont autorisées à se prêter un mutuel secours, matériel ou pécuniaire, à charge de remboursement.

En 1893, les industries se répartissaient en 64 associations contre les accidents, comprenant au total 18 millions de personnes. 74 millions de marks avaient été versés, amenant le capital social à 117 millions, défalcation faite de 58 millions de dépenses. Depuis l'origine de l'institution, environ 150 millions de marks ont été payés par les patrons pour indemniser les ouvriers, et 100 millions pour constituer les réserves légales<sup>2</sup>.

Pour l'invalidité et la vieillesse, la loi du 22 juin 1889 a étendu l'obligation de l'assurance à peu près aux mêmes classes que celles dont il a été question ci-dessus, « à partir de 16 ans jusqu'à 70 ans ». Tout le monde étant soumis, en cas de longévité, à la vieillesse, on s'attend à trouver un chiffre d'assurés au moins égal à celui des assurés contre les accidents. « Il n'en est rien : 11 millions, au lieu de 18 millions. Cela tient, comme pour la maladie, à l'absence presque complète des agriculteurs, qui sont confiants dans la force de leur santé qu'entretient la vie en plein air, comptent travailler jusqu'à leur dernier jour, ne craignent que les accidents, et qui échappent à l'obligation en conséquence des motifs économiques et politiques exposés plus haut<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> Voir M. Fix, *ibid.*

<sup>2</sup> H. Fix, *ibid.*

<sup>3</sup> *Ibid.*

Les ressources sont fournies concurremment par l'Empire, les patrons et les assurés. L'Empire verse une somme fixe de 50 marcs et prend les frais d'administration à sa charge, pour toute pension payée. Les patrons et ouvriers participent par moitié aux cotisations, dont le taux est réglé sur « une échelle de salaires professionnels moyens annuels, calculés sur 300 journées ». Le patron, percepteur de la cotisation, peut exercer des retenues sur la paye. La cotisation se verse au moyen de l'achat de « timbres » que le patron colle sur un « livret spécial ». En somme, elle est fort élevée car le taux varie de 14 à 30 pfennigs (15 à 35 c.) par semaine, pour obtenir, à 70 ans, une pension variant entre 106 et 191 marcs. Le taux de la pension d'invalidité est un peu inférieur, mais on espère « qu'au bout d'un certain nombre d'années, les chiffres se relèveront jusqu'à 162 et 448 marcs ».

L'assurance contre la vieillesse et les infirmités fonctionne au moyen d'établissements d'assurances dont les districts sont délimités conformément aux divisions administratives ou politiques. Les conseils directeurs sont électifs, mais relèvent de l'Office impérial des assurances.

En 1893, les recettes ont été de 103 500 000 marcs et le capital de réserve est monté à 245 600 000 marcs. Les dépenses se sont limitées à 21 500 000 marcs, auxquels il faut ajouter un subside d'Empire de 11 300 000 marcs. Le tableau suivant, emprunté à l'étude de M. H. Fix sur les assurances, donnera une idée des résultats généraux pour l'année 1893.

Population totale de l'Empire allemand. . . . .			50 000 000
Ouvriers salariés (un quart) . . . . .			12 500 000
Assurances contre :	Maladie.	Accident.	Invalidité.
—	—	—	—
Personnes assurées . . . . .	7 630 000	18 050 000	11 280 000
— indemnités . . . . .	2 768 000	258 460	239 650
Recettes (marcs). . . . .	135 000 000	74 400 000	114 800 000
Dont : { payé par les patrons.	32 000 000	58 400 000	48 100 000
{ — ouvriers	78 000 000		48 100 000
Dépenses . . . . .	127 000 000	58 400 000	114 800 000
Dont : { indemnités . . . . .	103 000 000	88 200 000	28 000 000
{ frais de gestion . . . . .	6 100 000	8 000 000	4 800 000
Capital . . . . .	105 000 000	116 900 000	245 600 000
Indemnité payée par cas . . . . .	37	171	117
Charge par tête d'assuré . . . . .	14	3,2	9,5
Charge en 1897 . . . . .	13		

A ce tableau, M. Fix rattache encore quelques chiffres. Les cas de maladie sont moins nombreux chez les femmes que chez les hommes, 32 au lieu de 38 p. 100. Les caisses privées, qui n'existent à peu près que pour la maladie, superposent aux caisses d'Etat environ 12 p. 100 d'assurances volontaires. Le nombre des blessés par accident, en 1893, avait été de 6,3 p. 1 000. Dans l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, lorsqu'un septuagénaire arrivera à toucher au minimum 162, au maximum 448 marcs de pension, il aura dû payer, pendant 50 ans, une somme totale de 227,50 ou 566,80 marcs, selon le cas.

Les assurances imposent aux patrons encore d'autres charges que les charges pécuniaires, qui les obligeront à relever les prix de vente. « Un Français qui possède en Alsace (où il ne lui est d'ailleurs pas permis de résider plus de vingt journées par an) une manufacture occupant cent ouvriers et produisant un article de demi-luxe dont la matière première ne se trouve que dans le pays, me disait qu'un de ses employés était uniquement employé à la comptabilité des assurances, et que la maison devait subir de fréquentes visites d'inspecteur. Ce dernier point est à noter<sup>1</sup> ».

II. — Le socialisme d'État, en Allemagne, comme aussi les institutions sociales privées, a pour ennemi le collectivisme évolutionniste ou révolutionnaire, qui veut tout ou rien. Le collectivisme allemand nie la morale du patriotisme militaire, du dévouement au souverain, du respect de l'autorité. Il ne nie pas moins, aux yeux du peuple, la sainteté de la religion traditionnelle que la sainteté de la patrie. L'ouvrier allemand qui devient socialiste cesse peu à peu de fréquenter l'église et se fait incrédule; depuis trente ans, bien que le socialisme ait, comme on l'a vu, déclaré la religion « chose privée », il s'est réduit inconsciemment à « une formidable propagande d'athéisme<sup>2</sup> ». Que devient d'ailleurs la religion, selon les principes du « matérialisme historique? » Elle est un simple « reflet de la condition économique » et un des principaux « instruments

<sup>1</sup> M. Fix, *ibid.*

<sup>2</sup> M. Ferrero, *l'Europe giovane.*

de la domination des classes. » — Opinion d'ailleurs tout opposée à ce que nous enseigne l'histoire sur le rôle énorme des religions à l'origine des peuples, en des temps où la vie économique était si peu développée. La conception marxiste aboutit à considérer le protestantisme même, dont l'Allemagne était si fière, comme un moyen « d'oppression bourgeoise ». Luther n'est plus que « l'instrument inconscient d'une lutte économique »; Gustave-Adolphe, selon Franz Mehring, est « le champion antipathique de la classe des bourgeois ».

La loi de 1878 contre les tendances subversives de la démocratie socialiste, n'a fait qu'augmenter la force du parti, en l'astreignant, par les persécutions, à une discipline plus rigoureuse. Cet esprit de discipline, d'ailleurs, caractérise tout en Allemagne. Grâce à lui, le socialisme possédait déjà, en 1895, malgré une division des circonscriptions défavorable aux grandes villes et aux centres industriels, 47 sièges au Parlement de l'Empire, et il représentait plus du quart des suffrages exprimés<sup>1</sup>. Le parti entier, modèle d'administration méthodique et scrupuleuse, fonctionne comme une banque ou un ministère; il sait « tirer du plus enragé socialiste un fonctionnaire exemplaire<sup>2</sup> ». Les Allemands, ici comme ailleurs, partent de ce principe que l'héroïsme est rare, intermittent et passager, tandis que l'énergie du travail est commune et continue chez beaucoup d'individus, principalement en Allemagne. « Fonder un parti sur l'héroïsme, c'est confier une expédition vers le pôle nord à l'enthousiasme d'un poète »; l'héroïsme fait les révolutions, non les partis révolutionnaires.

On le voit, l'individualisme de l'Allemand ne l'empêche pas de devenir, à l'occasion, le vrai « collectiviste », non

<sup>1</sup> Dès l'année 1894, le parti socialiste possédait en Allemagne trente-sept journaux politiques quotidiens, trente-sept autres paraissant de une à trois fois par semaine; cinquante-trois journaux de métier. Le *Worwaerts*, organe du parti central, tirait à 50 000 exemplaires. Le parti a une revue, *Die Neue Zeit*, deux journaux humoristiques hebdomadaires, dont l'un, *Der Wahre Jacob*, tire à 300 000 exemplaires; un journal hebdomadaire illustré pour les familles, *Die Neue Welt*, qui tire à 160 000 exemplaires, etc. Ajoutez une quantité énorme de petits livres de propagande et de pamphlets d'occasion. On en a vendu en 1894 pour 150 000 marks. La seule caisse centrale du parti, sans compter toutes les caisses locales, a encaissé, en 1894, 95 millions de marks et en a dépensé 332 000.

<sup>2</sup> Ferrero, *Europe giovane*, 212.

seulement d'idées mais de caractère et de naturel. Il travaille volontiers « en grandes masses ». En général, dit M. Ferrero (qui d'ailleurs exagère), « les gloires historiques de la Germanie sont des entreprises et gestes non d'individus, mais de masses, depuis les antiques invasions barbares jusqu'à la Réforme, au socialisme, à la nouvelle émigration colossale vers tous les pays du monde. » Comment ne pas reconnaître l'esprit allemand dans un socialisme à la fois systématique et réaliste, organisé comme une armée et comme une administration, et qu'on a justement appelé « la révolution bureaucratifiée » ? Avec un orgueil messianique d'un nouveau genre, un collectiviste allemand n'a pas craint de dire : « Nous représentons l'accomplissement d'une loi de la nature. » C'est toujours l'histoire réelle érigée en logique idéale, le fait en droit, le succès en légitimité ; le socialisme s'applique à lui-même les théories de l'impérialisme, auquel il espère bien succéder un jour. Il s'applique également l'esprit centralisateur, l'esprit bureaucratique et fonctionnariste, enfin l'esprit militaire. C'est avec les armes forgées par le nouvel Empire qu'il pense venir à bout de l'Empire lui-même. Rien n'assure qu'il n'arrivera pas à ses fins.

III. — En somme, d'idéaliste qu'elle était, l'Allemagne est devenue de plus en plus réaliste. Elle s'industrialise, elle s'enrichit, elle révèle au monde un pays de commerçants et de militaires en même temps qu'un pays d'ouvriers préparant l'assaut de la classe bourgeoise. La prospérité politique et matérielle semble l'avoir portée à l'apogée de sa grandeur, mais il est plus d'un penseur, en Allemagne, qui se demande ce que sera l'avenir. M. de Bismarck compare le socialisme au *prophète voilé* de Moore, qui couvre son visage pour ne pas le faire apparaître en toute sa brutalité ; mais ne pourrait-on appliquer la même comparaison au militarisme, dont M. de Bismarck s'est fait le défenseur ? Le célèbre homme d'État disait un soir à ses amis, selon M. Moritz Busch, qu'il aurait à rendre compte à Dieu de trois grandes guerres, parce qu'elles étaient son œuvre ; or, avant ces guerres sanglantes, l'Allemagne était déjà unie par la communauté de la langue, de la vie intellectuelle, par l'union douanière et monétaire. Ceux qui, en Alle-



magne, ont conservé l'esprit libéral et juridique du noble Kant et qui considèrent le fatalisme historique de Hegel comme un recul vers les idées de barbarie, se demandent si leur patrie n'aurait pas pu, sans le secours d'une conquête, arriver à un système meilleur au point de vue économique et administratif. Aujourd'hui même, entre les diverses parties du nouvel Empire, bien des différences politiques et administratives sont restées; aux gouvernements locaux on a simplement superposé, selon l'expression de M. Ferrero, « la colossale structure de l'Empire, dont les fonctions principales sont encore la fonction militaire et la diplomatique. » Mais, ajoute le penseur italien, admirateur des races germaniques, si l'Allemagne a augmenté son pouvoir de résistance aux ennemis extérieurs, comme il lui a fallu pour cela trois grandes guerres, elle n'a pu y parvenir qu'en se créant nombre d'ennemis nouveaux; si bien que la concentration militaire de l'Empire a pour utilité « de parer aux dangers qu'elle a elle-même produits! » C'est un « cercle vicieux », où sont enveloppées « les souffrances de millions d'hommes. »

Dans les guerres et conquêtes de l'Allemagne, M. Ferrero ne trouve guère, comme bénéfice net qu'une sécurité plus grande devant le grand État slave. Encore eût-il pu remarquer que ce bénéfice même, — surtout depuis l'alliance franco-russe, résultat final de la guerre franco-allemande, — est devenu encore plus problématique. A l'intérieur, sous l'apparente union des Allemands, on trouve bien des désaccords réels; les bourgeois de toute l'Allemagne se lèvent contre les nobles prussiens; les industriels, contre les grands propriétaires fonciers; les catholiques, contre les protestants; les protestants, contre les juifs; les petits commerçants, contre les gros; la majorité du pays est en révolte, ouverte ou latente, contre les traditions soldatesques et impériales de la politique bismarckienne; les États particuliers, contre l'Empire, les Polonais et les Alsaciens, contre les Prussiens, sans compter la grande lutte des conservateurs et des socialistes. De tout cet état de choses, M. Ferrero conclut que la conception pangermaniste de M. de Bismarck, comme celle de tant d'autres amis de la guerre, notamment de Napoléon, « est une colossale chimère politique. » Dans ces avertissements venus d'un Italien, tout n'est peut-être

pas à dédaigner pour les Allemands. S'il est vrai, comme le croient les Allemands eux-mêmes, qu'il y ait une justice des choses « immanente à l'histoire », cette justice historique, qui a si sévèrement puni les Français de leur coopération à l'œuvre des Napoléons, pourrait bien un jour atteindre les Allemands pour leur coopération à l'œuvre des hommes d'État qui ont osé dire à la face du monde : « Les grandes questions de l'époque doivent se résoudre par le fer et le sang. » Où est le temps où la nation allemande parlait de vaincre « par l'impératif catégorique », et quel jugement porteraient les Kant et les Fichte sur cette politique matérialiste de la force et de la conquête ?

A vrai dire, la conscience allemande a eu beau tout ensemble et se remplir et s'élargir progressivement, elle a toujours conservé son caractère originel de particularisme national. Ce n'est plus, sans doute, la « cité de Berlin » ou la « cité de Vienne » qui est sa préoccupation, ce n'est plus la Prusse ou la Bavière, mais c'est l'Allemagne, — sentiment légitime, — et exclusivement l'Allemagne, — sentiment moins légitime. L'idéalisme religieux a été mis lui-même au service des ambitions les plus réalistes de race et de nationalité. Il existe chez les peuples une force qui les concentre sur eux-mêmes et leur fait affirmer leur individualité propre ; il existe aussi en eux une force centrifuge qui les ouvre au dehors, les fait sortir d'eux-mêmes pour s'assimiler l'esprit de l'humanité. Les caractères nationaux varient selon la proportion de ces deux tendances opposées : ils sont plus ou moins ouverts et universels, fermés et individuels. Il y a longtemps que l'on a remarqué, par exemple, la tendance de plus en plus expansive de l'esprit français. Si la France fut souvent trop humanitaire dans ses idées et ses sentiments, il faut convenir que l'Allemagne ne le fut jamais trop. Herder a beau soutenir que l'esprit de sa nation est celui de l'Humanité, on ne saurait accorder que la conscience allemande soit vraiment universelle. Nous en avons trouvé la preuve dans la théorie au nom de laquelle l'Allemagne a toujours voulu justifier ses conquêtes ; elle n'a nullement parlé et agi au nom de l'humanité et pour l'humanité, mais bien au nom de la race germanique et pour la race germanique. Elle a fini par pratiquer, au

xix<sup>e</sup> siècle, la haine à la fois scientifique et mystique des peuples; au nom de la science, de l'histoire, de la philologie, elle s'est considérée comme de race supérieure devant les « Latins » et les « Slaves »; au nom des droits mystiques de la Germanie, elle s'est attribuée la tâche divine de « châtier par l'épée » ces immoraux et ces impurs. Il y a là une dernière transformation du vieux fanatisme allemand, qui mêla toujours le « zèle » à la « haine ». L'Etat étranger, la royauté étrangère, auxquels s'attaquaient jadis les guerres, étaient des principes abstraits, dont le peuple se sentait jusqu'à un certain point détaché; aujourd'hui, c'est le peuple étranger lui-même que la guerre, conçue à la manière allemande, attaque dans son sang et dans sa race; la masse entière des esprits, et surtout les plus bornés, se trouve mise en mouvement par des passions qui, autrefois, n'agitaient que le faible nombre des hommes adonnés à la politique. Non seulement c'est la conscience populaire qui est ainsi exaspérée, mais ce sont les nerfs mêmes et le sang, c'est le corps entier qui se soulève. Et c'est toujours une individualité, pour ne pas dire un égoïsme, qui est en cause; individualité nationale, égoïsme national; il y a agrandissement du point de vue, mais, à coup sûr, ce n'est pas « l'Humanité » qui est en jeu; on ne peut voir là qu'une exaltation de patriotisme exclusif et farouche. Dès lors, c'est toujours cette « lutte entre frères » à laquelle les Germains reconnaissent avoir été voués pendant des siècles, car les luttes entre nations européennes sont en réalité fratricides.

On sait que Werther, Faust, Holderlin, Lenau se tournent également vers Dieu pour lui adresser leurs plaintes amères : ils lui demandent d'être délivrés de la servitude et du tourment de leur individualité, car leur désir est d'être « absorbés dans le Tout ». M. Meyer voit dans cette aspiration, plus panthéiste qu'humanitaire, l'image de l'âme allemande; l'absorption dans le Tout est aussi, dit-il, le vœu ardent, mais inexaucé, des membres du corps germanique : « ils paraissent aujourd'hui plus près que jamais de leur but; un grand mouvement annonce la venue de la nouvelle ère prophétisée dans l'Edda. » Telle est la forme mythologique donnée par les philosophes allemands eux-mêmes aux tendances très positives de l'Allemagne actuelle. Avant de s'absorber ainsi dans le Grand Tout, ne serait-il pas

désirable que l'Allemagne, qui vient d'accomplir son unité nationale, comprit que le moment est enfin venu pour elle de s'élever au-dessus d'un étroit nationalisme, de réaliser véritablement la pensée de Herder et d'identifier son esprit avec celui de « l'Humanité ? »

---

## APPENDICE

### AUTRICHE, SUISSE, HOLLANDE, BELGIQUE ET PAYS SCANDINAVES

#### I

##### L'AUTRICHE ET LA LUTTE DES NATIONALITÉS

En Autriche, il est difficile de déterminer un caractère national, parce que cette nation n'est pas homogène. Elle contient 18 millions de Slaves, 9 millions de Magyars, appartenant à la même race que les Finnois, c'est-à-dire Ouralo-Altaïques, 10 millions d'Allemands qui tous ne sont pas de race germanique, mais, en grande partie, de race celtique. Il y a aussi un certain nombre de Méditerranéens. En Autriche, l'élément germanique ne représente que 35 p. 100, en Autriche-Hongrie, 25 p. 100 de la population totale. On peut s'attendre, en un pays de ce genre, à moins de sérieux qu'en Allemagne, à une vivacité plus grande, à un esprit plus méridional et plus enjoué, mais souvent plus superficiel, à une volonté moins énergique et moins persévérante.

La bigarrure de l'Autriche en fait, selon l'expression de M. Gumplowicz, professeur à l'Université de Graz, un champ d'expériences sans pareil pour le psychologue et le sociologue. Ce ne sont pas seulement des classes économiques qui s'y combattent incessamment, mais, en outre, des peuples, des nationalités, des confessions et des églises. Depuis un demi-siècle, la lutte des nationalités domine tout le reste. Il y a en Autriche plus d'une douzaine de peuples parlant chacun sa langue propre et, en 1867, on a proclamé le droit égal de tous ces peuples et de toutes ces langues. Le résultat est la victoire du Slave, qui refoule l'Allemand. En Bohême, il y a trois millions et demi de

Tchèques contre deux millions d'Allemands ; l'élément touranien a ainsi l'avantage numérique. En outre, on a constaté que les Tchèques apprenant l'allemand restent Tchèques, et n'acquièrent dans cette langue nouvelle qu'une arme nouvelle pour combattre l'Allemand. L'Allemand, au contraire, principalement la jeunesse allemande de Bohême, s'il apprend la langue tchèque, cesse d'être allemand et devient tchèque. La nationalité slavo-magyare a donc, en Bohême (et aussi en Moravie) une puissance d'assimilation que la nationalité allemande n'a pas. Le moment n'est pas loin où le nombre des Allemands commencera à diminuer rapidement, pendant que celui des Tchèques s'accroîtra doublement, par la fécondité de la race, et par les acquisitions nationales faites sur les Allemands<sup>1</sup>. L'autonomie dont jouissent la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie est si grande que ces pays forment, au point de vue de la nationalité, un territoire complètement distinct. Dans la population de la Hongrie, les nationalités magyares, d'après le recensement de 1890, comptent 7 356 874 âmes, ou 48,61 p. 100 d'une population totale de 15 133 494 âmes. En Autriche, il y aurait, d'après le recensement de la même année, 8 461 580 habitants se servant de la langue allemande comme langue de conversation, soit 36,05 p. 100 de la population totale qui est de 23 473 056 âmes.

De 1880 à 1890, — par conséquent dans les dix années qui séparent les deux recensements, — la population de la Hongrie a passé de 13 728 622 à 15 133 494 habitants. L'augmentation est donc de 10,23 p. 100. Parmi les nationalités de quelque importance, la nationalité hongroise seule dépasse la moyenne, avec 14,89 p. 100 ; toutes les autres restent inférieures à la moyenne. En Hongrie, malgré la supériorité de culture des Allemands, l'élément magyare fait des progrès constants et l'Etat hongrois se consolide de plus en plus.

La connaissance de la langue hongroise s'est étendue parmi les citoyens non magyars. 817 668 des citoyens non magyars parlant hongrois en 1880 ; en 1890, il y en a déjà 1 077 800 ; 52,60 p. 100 de la population totale de la

<sup>1</sup> Voir l'étude de M. Gumpłowicz sur le mouvement social en Autriche dans la *Revue de sociologie*, 1894.

Hongrie, parlaient hongrois en 1880 ; en 1890, leur proportion était montée à 55,74 p. 100.

M. Lang<sup>1</sup> n'indique pas seulement la force envahissante de la langue hongroise, il nous en découvre le secret, si peu connu. Au temps de la domination des Etats en Hongrie, dit-il, la noblesse était unitaire. Tout gentilhomme devenait, en vertu de cette qualité, aussitôt membre de la « couronne sacrée », ou, comme on dit aujourd'hui, membre de la nation hongroise. D'où cette tendance naturelle, jusqu'à présent maintenue et qui va en s'accroissant, que « la classe appelée à recevoir des mains des Etats, autrefois privilégiés, la conduite des affaires, en un mot, la classe de l'intelligence, garde et conserve le plus possible un caractère magyar parfait ». En Autriche, au contraire, il n'y a jamais eu, et il n'y a pas d'aristocratie unitaire.

En Hongrie, il y avait, en 1891-1892, 16 917 écoles primaires ; de ce nombre, 9 445 étaient exclusivement magyares, 2 681 bilingues ; donc, en tout, 12 126 écoles (71,68 p. 100), dans lesquelles la langue magyare constituait à elle seule ou en partie la langue d'enseignement, contre 4 791 (28,32 p. 100), dans lesquelles la langue hongroise ne servait pas de langue d'enseignement ; mais, dans la moitié de ces écoles à peu près, la langue hongroise formait au moins une branche d'enseignement, de façon qu'il n'y avait que 2 386 écoles primaires où la langue hongroise n'était même pas branche d'enseignement. Ce nombre diminue encore de nos jours par suite des dispositions de la loi. En Autriche, la proportion des écoles primaires de langue allemande est environ 40 p. 100, et celle des élèves de nationalité allemande également de près de 40 p. 100.

En Hongrie, sur les 183 lycées, 158 se servent exclusivement de la langue hongroise comme langue d'enseignement ; dans 13 on se sert encore d'une autre langue, à côté du hongrois, comme langue d'enseignement ; dans 12 lycées seulement (dont 7 allemands et 5 roumains), le hongrois ne sert pas de langue d'enseignement, mais s'enseigne comme matière obligatoire.

<sup>1</sup> M. Lang est vice-président de la Chambre des députés en Hongrie, professeur à l'Université de Budapest. Voir : *Les Nationalités en Hongrie*, discours prononcé au VIII<sup>e</sup> congrès international des hygiénistes et des démographes. *Revue politique et parlementaire*, oct. 1898.

La langue d'enseignement, dans les universités de Hongrie, est exclusivement le magyar, et, parmi les étudiants, les Magyars l'emportent dans une énorme proportion.

En Autriche, la division des langues se fait sentir jusque dans les Universités; elle se fait sentir fortement aussi dans la langue maternelle des étudiants. La proportion des Allemands dans les écoles polytechniques n'est que de 54 p. 100, celle des Slaves de 38 p. 100. La proportion des Allemands diminue encore dans les Universités, où elle n'est que de 46 p. 100, tandis que celle des Slaves est de 45 p. 100.

On a souvent étudié et commenté cette grande transformation qui s'opère dans les relations des nationalités entre elles, en faveur du slavisme et au préjudice du germanisme, la diminution relative de la force numérique du germanisme, la marche rétrograde de sa supériorité économique et intellectuelle<sup>1</sup>.

La lutte des Allemands autrichiens et du slavisme ne date pas d'aujourd'hui, surtout en Bohême; elle remonte à bien des siècles et s'est déroulée avec beaucoup de vicissitudes. Autrefois, en Bohême, par suite de la culture supérieure des colons allemands, la culture allemande elle-même progressa: sous les empereurs de la maison de Luxembourg, Prague était devenue un centre de la culture germanique; c'est à Prague que fut créée la première université allemande. Mais le mouvement des Hussites, qui éclata comme une réaction contre ce développement, brisa, au xv<sup>e</sup> siècle, la puissance du germanisme, qui, jusque-là, n'avait cessé de se fortifier. « Des colonisations ultérieures de la part des Allemands en Bohême refoulèrent de nouveau l'élément tchèque sur les frontières de l'est et de l'ouest; mais celui-ci se défendit avec d'autant plus d'énergie au centre du pays, qui lui resta. Au temps de la contre-réforme, le germanisme fut aussi protégé pendant quelque

<sup>1</sup> Voir, outre le discours prononcé par M. Lang à l'Académie des Sciences hongroise et publié par la *Revue politique et parlementaire*, *ibid.*; M. Hainisch, *Avenir des Autrichiens allemands*. Vienne, Deuticke, 1892. — V. Dumreicher, *Considérations d'un Allemand du sud-est*. Leipzig, Dunker et Humblot, 1893. — O. Wittelshoefer, *Points de vue politiques et économiques dans la question des nationalités autrichiennes*. Berlin, Hermann Walther, 1894. — Rauchberg: *La population de l'Autriche*. Vienne, Holder, 1895.



temps par l'église catholique contre les Tchèques protestants; mais, après l'extirpation du protestantisme, cette Eglise eut plus d'intérêt à contenir le germanisme, qui, depuis Joseph II, secondé par une bureaucratie dressée dans son esprit, se trouva en opposition avec l'Eglise et au service du progrès<sup>1</sup> ».

D'autre part, sous le règne de Joseph II, la langue allemande acquit un pouvoir dont elle n'avait jamais joui auparavant. Sans doute, après la mort de Joseph II, la réaction ne tarda pas à se faire sentir, mais, en Autriche, la langue allemande se maintenait, elle resta non seulement la langue du gouvernement et de l'administration, mais aussi celle de l'instruction publique, depuis l'université jusqu'à l'école primaire. Tant que le pouvoir aux tendances centralistes prédomina à Vienne, les efforts en vue d'étendre l'usage de la langue allemande persistèrent naturellement. La fin même du règne de l'absolutisme n'amena d'abord aucun changement. Mais le changement devint décisif lorsque l'Autriche, après la bataille de Sadowa, cessa d'être une grande puissance allemande. La constitution de 1867, par laquelle les libéraux allemands arrivèrent de nouveau au pouvoir, était déjà réduite à l'impuissance par cette grande transformation. « Les tendances germanisatrices pouvaient bien encore subsister, mais les grands événements historiques avaient miné les fondements sur lesquels seuls la création d'une Autriche allemande eût été possible ». Le résultat qui s'était manifesté déjà lors de la dissolution de l'empire germanique par Napoléon I<sup>er</sup>, sous François I<sup>er</sup>, et qui avait été prédit par Stadion au Congrès de Vienne, s'était effectivement réalisé : la maison de Habsbourg avait renoncé à sa position en Allemagne, l'Autriche avait cessé d'être un Etat allemand pour devenir un Etat polyglotte, ayant sa base dans l'égalité des droits des nationalités.

En somme, à mesure que l'Autriche se séparait de l'Allemagne, qu'une puissance étrangère aux Habsbourg prévalait en Allemagne, en un mot, à mesure que le contact entre l'Autriche et l'Allemagne diminuait, l'importance prédominante du germanisme en Autriche devait nécessairement décroître. La Prusse attirait à elle, dans les Etats

<sup>1</sup> Lang, *ibid.*

allemands plus petits, les citoyens à la recherche du pain quotidien ou d'une carrière, soit par l'union douairière (Zollverein), soit au moyen de son armée, tandis qu'en Autriche la nationalité slave, sous l'influence d'éléments économiques et sociaux devenus supérieurs, se fortifiait, même au moment où l'absolutisme était à l'apogée. Le travail silencieux de longues années se manifesta après la bataille de Sadowa et après la formation de la confédération de l'Allemagne du Nord, plus tard encore après celle de l'empire allemand, au point que les libéraux allemands, arrivant au pouvoir en 1867, ne furent plus à même d'arrêter ce mouvement <sup>1</sup>.

Cette transformation, déjà ancienne, de l'Autriche, et dont l'influence ne cesse de se faire sentir, est d'un double caractère. Elle se rattache, d'une part, au développement ethnique du nombre de la population, et est, partant, d'une nature économique ; d'autre part, elle revêt un caractère intellectuel. Le caractère ethnique apparaît dans ce fait que l'élément slave augmente plus rapidement que l'élément allemand, ce qui doit être attribué, dans l'ensemble, à des causes économiques. Le caractère intellectuel apparaît dans ce fait que l'élément slave, en Autriche, se trouve à un niveau intellectuel bien supérieur à celui des Slaves de Hongrie. Les Slaves d'Autriche ne négligent aucun moyen de faire instruire leurs enfants et recherchent de préférence les études qui mènent aux services publics, aussi bien dans les carrières civiles que dans la carrière militaire ou ecclésiastique, passablement négligée par l'élément allemand. Telle est, en quelques mots, l'explication du refoulement lent, mais indéniable, de l'élément allemand par les Slaves en Autriche même <sup>2</sup>.

M. Lang raconte qu'au dîner donné par la Cour en l'honneur des membres des Délégations, où les délégués hongrois et autrichiens sont toujours placés les uns à côté des autres, il prit congé, après le repas, de son voisin allemand par le *au revoir* d'usage ; « à quoi celui-ci répondit, avec un sourire amer, qu'il serait bien difficile de nous revoir au même endroit, car, les Tchèques étant arrivés

<sup>1</sup> Lang, *ibid.*

<sup>2</sup> Lang, *ibid.*

pendant ce temps à représenter la majorité, ils ne le rééliraient certainement pas, à cause de sa nationalité allemande. »

Certains prophètes non seulement slaves, mais aussi allemands, prédisent que Vienne sera, au xx<sup>e</sup> siècle, une ville slave, de la même manière que la « Prague d'or » est devenue une ville slave au xix<sup>e</sup> siècle. A Prague, disent-ils, les édifices les plus importants, cathédrales, portes, ponts, ont gardé l'empreinte particulière d'une ville allemande du moyen âge ; les édifices publics et privés de cette ville, provenant d'une époque postérieure, doivent leur origine aux plus célèbres maîtres de la renaissance allemande et du rococo. La série ininterrompue des magnifiques et grandioses édifices de Vienne, témoignage si éclatant de la splendeur et de la gloire de la culture allemande, fortifie sans doute chez beaucoup la croyance que Vienne restera Vienne, et que son caractère allemand est impérissable ; mais elle évoque, chez d'autres, la pensée que « les monuments les plus beaux sont quelquefois les avant-coureurs d'une décadence prochaine ? » Venise, lorsqu'on éleva dans cette ville les plus splendides palais de marbre, portait déjà en elle-même les germes de la décadence, pour sa puissance politique et commerciale. Il est indubitable qu'en Autriche des facteurs visibles ou cachés profondément coopèrent à l'affaiblissement relatif de la force numérique, de la puissance économique et intellectuelle du germanisme : ces facteurs ayant exercé dans le passé une influence, tantôt plus faible, tantôt plus forte, mais incessante, « exerceront certainement aussi cette influence dans l'avenir<sup>1</sup>. »

Dans les Etats unitaires, l'idée nationale est le principe qui maintient l'Etat ; dans les pays formés d'une réunion de peuples, comme l'Autriche, l'idée nationale de chacun conduit à le faire lutter contre la puissance de l'Etat et à préparer sa désagrégation. Ce fait est prouvé par le développement de la situation politique en Autriche et par les événements qui se sont déroulés au Parlement autrichien : la lutte pour les droits des nationalités repousse à l'arrière-plan toutes les questions qui intéressent l'existence même

<sup>1</sup> Lang, *ibid.*

de l'Etat, elle empêche la formation de majorités parlementaires; elle met des obstacles insurmontables aux travaux du pouvoir exécutif. Toute disposition administrative qui favorise les intérêts d'une race est regardée par les autres races comme une concession à l'ennemi et éveille chez elles l'hostilité. On ne veut pas reconnaître entre les diverses races la différence de développement, la différence des forces intellectuelles et matérielles; tout mot qui rappelle cette différence devient une insulte à une race, contre laquelle le sentiment de cette race se révolte; on se plaint de la méconnaissance de l'égalité de droits pour tous les citoyens<sup>1</sup>. On escompte dès à présent le développement futur des couches ethniques restées jusqu'ici retardataires. Mais on ne peut satisfaire en même temps et dans une égale mesure toutes ces revendications et tous ces désirs, et personne ne connaît un moyen de terminer à l'amiable, en contentant tout le monde, cette lutte pour la suprématie nationale dans le Parlement et l'administration. Dès lors, les intérêts particuliers passent, avec une force toujours croissante, au premier plan; l'intérêt que prennent les citoyens à la prospérité de l'ensemble de l'Etat s'affaiblit, les forces se gaspillent en stériles conflits de nationalités; l'existence même de l'Etat apparaît toujours menacée par de nouveaux dangers. Telle est la situation actuelle<sup>2</sup>. Elle contient plus d'une leçon pour d'autres peuples où la lutte des races est inconnue, mais où la lutte des partis et des classes produit le même triomphe des intérêts particuliers, le même affaiblissement possible de la force nationale.

L'Autriche voit, jusque dans la question du budget, rentrer celle des nationalités. Chacune des races qui composent l'Autriche est habituée à voir ses desiderata particuliers satisfaits par chacun des ministères; elle ne s'inquiète pas un instant de savoir si la nouvelle concession qu'elle demande est conciliable avec la situation financière et avec le caractère unitaire de l'administration générale d'un grand Etat. Le ministre de la Justice lui-même doit s'exécuter. Mais c'est celui de l'Instruction publique qui subit les plus rudes

<sup>1</sup> Voir l'étude du Dr Kolmer sur l'Autriche dans la *Revue politique et parlementaire*, 1898, p. 184.

<sup>2</sup> *Ibid.*

assauts. Il y a en Autriche toute une série de provinces où les administrations communales et régionales s'abstiennent, pour divers motifs, de créer et d'entretenir des écoles, ainsi que ce serait cependant leur devoir. « La fâcheuse situation financière de ces communes ou de ces districts constitue assurément l'un de ces motifs, mais le principal est le peu de sympathie des populations agricoles pour l'enseignement, et c'est là ce qui empêche la diffusion de l'instruction ». Néanmoins, ces mêmes régions revendiquent bien haut l'égalité de traitement au point de vue de l'enseignement. Celui-ci ayant eu, pendant tout un siècle, depuis l'impératrice Marie-Thérèse, un caractère germanique, il est naturel et juste que le nombre des écoles tchèques, polonaises, ruthènes, slovènes, roumaines, croates, serbes et italiennes, augmente progressivement, de façon à être en proportion équitable avec le nombre des écoles allemandes. Mais les statisticiens de chaque nationalité ne se contentent pas de cette augmentation spontanée ; hostiles à l'influence morale de la culture allemande, ils ne veulent tenir compte que du chiffre de la population et s'en tiennent au calcul d'après lequel chaque nationalité doit, vu sa population, avoir tant d'écoles de toutes sortes, gymnases, Realschulen, écoles techniques, etc. On en est arrivé par là à déclarer la guerre aux universités allemandes d'Autriche<sup>1</sup>. En Galicie, où les Polonais se sont emparés depuis longtemps des universités de Cracovie et de Lemberg, les Ruthènes réclament une université ruthène. En Bohême, où les Tchèques ont obtenu, à côté des universités allemandes de Prague, une université et une école technique tchèque, on déclare que la proportion de la population tchèque exige la création d'une seconde université en Moravie, car cette province n'en possède pas encore. D'autre part, les Tchèques ont obtenu, pendant la dernière période où le Parlement avait cessé de fonctionner, qu'en vertu d'un simple ordre de cabinet, une école supérieure technique tchèque fût créée à Brüm, où il y avait déjà une école technique allemande, et les dépenses occasionnées par cette fondation ont été portées après coup dans le budget. Les Slovènes, de leur côté, réclament une université à Laybach. La Carinthie,

<sup>1</sup> Voir l'étude du Dr Kolmer sur l'Autriche.

qui possède une population surtout slovène, est montagnaise et pauvre ; elle peut à peine payer les frais de ses écoles primaires et secondaires ; la population doit chercher, pendant une grande partie de l'année, du travail dans les pays voisins ; sa situation financière est précaire et le pays compte de très nombreux illettrés. Néanmoins on réclame pour elle une université, afin qu'elle soit traitée comme les autres <sup>1</sup>. Mêmes revendications des Serbes, Croates et Italiens. Tous menacent de contrecarrer le gouvernement s'il ne leur accorde pas satisfaction sur la question de l'enseignement. Ces dissensions font de l'Autriche une tour de Babel et préparent sa division possible. Ethniques ou politiques, les partis qui s'entre-déchirent au sein d'une nation oublient toujours les voisins qui convoitent leur territoire, qui se réjouissent d'en voir préparer la conquête par les habitants eux-mêmes.

Les Slaves espèrent que le « processus sociologique » qui a lieu en Autriche-Hongrie entraînera parallèlement un « processus psychologique », et que le caractère slave finira par l'emporter sur le caractère germanique. Mais l'avenir est incertain. Les Allemands d'Autriche-Hongrie, en effet, tournent les yeux vers leur vraie mère, l'Allemagne ; celle-ci, de son côté, fait une propagande active en Autriche et se prépare à mettre la main sur tout ce qu'elle y pourra prendre, si la mort de l'empereur actuel d'Autriche-Hongrie amène des bouleversements. D'autre part, la Russie travaille la partie slave. Pour avoir voulu âprement son autonomie, chacun des partis prépare son assujettissement à l'étranger. En attendant les destinées, peut-être prochaines, l'équilibre des esprits est éminemment instable dans un pays qui manque à ce point d'unité ethnique, politique et sociale.

## II

### LA SUISSE

La Suisse occupe parmi les peuples un rang des plus honorables, vivant en paix avec ses voisins, réalisant le

<sup>1</sup> *Ibid.*

fameux programme de l'ordre dans la liberté. Demi-germanique et demi-celtique, elle a produit, relativement à son étendue, un grand nombre d'hommes remarquables : Zwingli, les Bernouilli, Euler, Haller, Gessner, Lavater, Pestalozzi, Rousseau, Necker, Bonnet, de Saussure, Sismondi, Vinet, Léopold Robert, Pradier, Niedermeyer, de Candolle, Agassiz, etc.

La langue française est parlée en Suisse par 650 000 habitants. Non seulement le français, depuis des siècles, maintient ses frontières, mais il empiète graduellement sur les territoires de la langue allemande. Sierre (Siders) et les communes voisines du Haut-Valais se romanisent peu à peu. A Fribourg, où la langue allemande était la langue officielle au commencement du siècle, il est question aujourd'hui de fermer, faute d'un nombre suffisant d'élèves, les écoles allemandes. Aux environs de Fribourg, Marly, Guin (Düdingen), Saint-Silvestre, Morat (Murten), se francisent aussi. A Bienne, où la langue du *ja* était seule en usage il y a trente ans, il se publie aujourd'hui plusieurs journaux français<sup>1</sup>. On parle français dans le Jura bernois, ainsi que dans les cantons de Neuchâtel, de Vaud, de Genève, dans la plus grande partie de Fribourg et du Valais.

Le lac Léman forme le centre de la Suisse française ou romande.

Mon lac est le premier,

disait Voltaire. Située presque au point de contact de deux langues et de deux civilisations, Genève ne se contente pas d'être une des plus peuplées villes de la Suisse; c'est « une sorte de petite métropole intellectuelle », qui se glorifie d'avoir donné naissance, depuis le xviii<sup>e</sup> siècle, à toute une série d'hommes distingués ou illustres<sup>2</sup>.

On a dit de la Suisse qu'avec ses diversités de sol, de culture et d'habitants, ce petit pays est comme un abrégé de l'Europe centrale. « Protestants s'y rencontrent avec catholiques, Germains avec Romains, la vie manufacturière des villes avec la vie pastorale des montagnes<sup>3</sup> ». Des villes

<sup>1</sup> Knapp. *Bulletin de l'Alliance française*, nos 8 et 9, 1902.

<sup>2</sup> Vidal-Lablache. *Etats et nations de l'Europe*, p. 64.

<sup>3</sup> *Ibid.*

comme Genève ou Zurich ont un caractère cosmopolite bien marqué. Néanmoins, le Suisse reste fidèle à lui-même et ne se confond point avec les nationalités voisines. Au lieu de devenir Allemand ou Français, il reste Suisse. Sa nationalité lui est « d'autant plus chère qu'elle ne ressemble à aucune autre ». — « Songez bien, disait Bonaparte aux députés suisses, à l'importance d'avoir des traits caractéristiques ; ce sont eux qui éloignent l'idée de toute ressemblance avec les autres Etats, écartent celle de vous confondre avec eux et de vous y incorporer ». L'originalité des institutions est le lien qui unit ensemble ces races et ces confessions différentes de la Suisse. Par un privilège rare dans notre Europe, la Suisse a pu développer sa vie nationale sans porter atteinte aux libertés de ses membres. « Elle a pu limiter au strict nécessaire le mécanisme du pouvoir central, et laisser ainsi aux organismes locaux toute facilité d'agir et de se mouvoir à leur guise. Cela explique le genre d'attachement qui unit entre eux les citoyens de cette libre communauté. Etat créé en dehors, ou plutôt au-dessus des considérations de religions et de races, la Suisse mérite par cela même d'être regardée comme une haute expression de la civilisation européenne <sup>1</sup>. »

Cependant le progrès vers un certain degré de centralisation est indéniable en Suisse. La guerre du *Sonderbund*, en 1847, fut suivie de réformes dans le sens unitaire ; les douanes intérieures furent supprimées. De plus en plus s'établit, depuis vingt ans, l'usage du *Referendum*, consultation directe sur les questions qui intéressent l'ensemble du peuple suisse.

D'après ce qui précède, la Suisse ne saurait nous offrir un caractère national ayant une véritable unité, sinon sur quelques points importants : un certain sérieux de l'esprit, qui entraîne parfois un peu de lenteur et de pesanteur, une rigidité due surtout au protestantisme, une volonté laborieuse, patiente et tenace, un noble esprit de liberté et d'indépendance, joint à l'universel amour de la commune patrie. Entrer dans les détails des diverses physionomies particulières aux cantons serait une tâche trop longue et trop difficile. La Suisse offre, sous certains rapports, un

<sup>1</sup> Vidal-Lablache, *Ibid.*



curieux contraste avec l'Autriche, puisqu'elle a su fondre ses diverses races en une fédération relativement forte. Mais autre chose est un petit Etat neutre, autre chose un grand, mêlé à la grande politique. C'est ce qu'oublie, chez nous, ceux qui voudraient faire de la France une sorte de Suisse, avec de simples milices, une décentralisation allant jusqu'à la fédération communaliste, etc. La France renoncerait ainsi à sa puissance, à ses destinées, à ses devoirs. Au lieu de devenir une vraie Suisse, elle deviendrait bientôt une Autriche, toute prête à se faire dévorer par ses voisins.

### III

#### HOLLANDE

Trois sous-races germaniques ont contribué à former le peuple hollandais : Frisons, Francs et Saxons. On les distingue encore dans les parties du territoire où elles n'ont pas été mêlées, à des traits de costume, de mœurs et surtout à leurs occupations spéciales : le Frison, « homme de mer par excellence », habite les îles et la province qui porte son nom ; le paysan saxon, dans les provinces de Drenthe, d'Over-Yssel et de Gueldre, où il est surtout groupé, se loge et vit comme ses pareils du Hanovre ou de Westphalie ; les populations franques « se montrent à l'état pur dans la province de Brabant et ressemblent à leurs frères de Belgique ». Ces populations n'ont pas varié dans leurs résidences respectives ; elles occupent toujours les positions où on les trouvait dès le commencement du moyen âge. Mais, dans la Zélande ainsi que dans les deux provinces de Sud et de Nord-Hollande, les deux éléments frison et franc se sont mélangés l'un avec l'autre. Dans cette région toujours menacée qui s'étend depuis l'embouchure occidentale de l'Escaut jusqu'au Zuyderzée, il s'est formé une population mixte : « C'est elle qui a su atteindre le degré le plus élevé de développement économique et politique, et qui a servi, en définitive, à former le noyau de la nationalité hollandaise <sup>1</sup> ».

<sup>1</sup> Vidal-Lablache, *Etats et nations de l'Europe*, p. 243.

Il n'y a guère plus de trois siècles que les Pays-Bas septentrionaux se sont affranchis de la domination espagnole, pour se réunir en corps de nation ; il y a à peine un peu plus de deux siècles que leur indépendance a été sanctionnée dans le droit public européen<sup>1</sup> ; mais la Hollande libre prit un tel essor comme puissance maritime, commerciale et coloniale, elle sut se maintenir avec tant d'énergie tour à tour contre l'Espagne, l'Angleterre et la France, qu'elle alla s'affermissant davantage dans « la conscience de sa nationalité<sup>2</sup> ».

Il y a une langue et une littérature hollandaises, langue parlée non seulement en Hollande, mais au Cap et dans les républiques sud-africaines. On connaît la grande école de peintres qui s'est presque exclusivement inspirée des paysages et du ciel hollandais, des types et des scènes de mœurs locales. Le présent ne saurait sans doute être comparé au passé. Cependant la Hollande conserve un rang très honorable dans les arts et les sciences.

Le caractère hollandais a l'énergie, la ténacité, la patience, la persistance que montrent les races germaniques. On sait que, depuis longtemps, les habitants ont entrepris une lutte héroïque contre la mer. C'est une population extraordinairement forte, sérieuse et laborieuse, qui, par son économie, a accumulé non seulement dans les villes, mais dans les campagnes, des capitaux considérables. Est-il besoin de rappeler les glorieux efforts des Hollandais du Transvaal et des autres races auxquelles ils se sont mêlés, contre l'ambition éhontée et brutale de l'Angleterre, pour qui les « droits des peuples » n'existent pas, et qui déclare, non seulement que la force prime le droit, mais que le commerce prime le droit ?

#### IV

##### BELGIQUE

On sait que le nom de Belgique désignait jadis une des trois grandes divisions de la Gaule. Les Gaulois de Belgique

<sup>1</sup> Union d'Utrecht, 1579. — Déclaration d'indépendance de la Haye, 1581. Traité de Westphalie, 1646.

<sup>2</sup> Vidal-Lablache, *Ibid.*

furent romanisés comme les autres. Dans le Nord et l'Ouest, l'origine germanique des villes est mise en évidence par leurs noms mêmes. La Belgique flamande se rattache à la Hollande et à l'Allemagne, la Belgique dite *Wallonne*, à la France. Les caractères diffèrent entre ces deux groupes ; le Flamand est plus sérieux, plus tenace, parfois un peu lourd ; le Wallon est plus enjoué, plus spirituel, plus vif, plus hardi, plus léger, plus parleur et diseur de bons mots, plus ami de la guerre et des batailles. Les Flamands sont travaillés par la propagande allemande ; ils affectent le dédain pour les Welches et répètent volontiers : « *Wat Wolsch es, volsch es, ce qui est welche est mensonge* » ; ils s'efforcent de refouler la langue française au profit de la langue flamande, sous prétexte que c'est la Flandre, avec ses peintres, qui aurait fait la gloire de la Belgique. Les deux langues, aujourd'hui, se partagent le pays par moitié. Il est fâcheux de voir ainsi le dualisme des langues tendre à diviser les Belges les uns contre les autres : les lauriers de l'Autriche-Hongrie empêchent les Flamands de dormir.

Quoi qu'il en soit, la Belgique offre, dans son ensemble, un merveilleux exemple d'activité intelligente et industrielle. Elle est un des plus puissants foyers de production du monde. Les mines de houille occupent environ la vingt-deuxième partie de son territoire ; on en tire par an 19 millions de tonnes, presque autant que la France entière. La densité de la population, plus forte que dans tout le reste de l'Europe, atteint 200 habitants par kilomètre carré. Le réseau de chemins de fer et de canaux est le plus développé qui existe en Europe. L'esprit urbain et communal est profondément imprégné dans la population ; « il respire dans leurs monuments favoris, dans ces hôtels de ville fourmillant de statues et surmontés de beffrois superbes ; il s'exprime encore dans ces associations et ces fêtes qui jouent un grand rôle, surtout dans la vie flamande<sup>1</sup> ».

Le port d'Anvers, grâce à l'industrie des Belges et à l'aménagement intelligent qu'ils en ont su faire, tend à devenir, avec Hambourg, le premier port du continent. Au point de vue des lettres, des arts, de la peinture et de la

<sup>1</sup> Vidal-Lablache, *Etats et nations de l'Europe*, p. 208.

musique, la Belgique a tenu et tient encore le rang le plus honorable, surtout si l'on songe qu'elle n'a que 7 millions d'habitants. Puisse-t-elle rester unie, au lieu d'entretenir en son sein des divisions qui la mèneraient tôt ou tard à devenir une province allemande ! Nous avons vu que le *droit linguistique*, en Allemagne, s'étend sur tout ce qui parle *allemand* ou une langue *voisine de l'allemand*, ou une langue non allemande, mais *voisine d'un pays où l'on parle allemand* (exemple : la Lorraine). Les arguments ne manqueraient point pour démontrer que la Belgique, même française, appartient de droit à l'Allemagne, qui seule peut faire son bonheur.

## V

## PAYS SCANDINAVES

La vraie race du Nord, nous l'avons vu, est la race blonde à crâne long, d'origine probablement scandinave, malgré les romans historiques qui avaient voulu la faire venir de l'Orient. C'est encore aujourd'hui la Scandinavie qui renferme les plus purs représentants de la race dolichoblonde, par lesquels furent jadis refoulés Lapons et Finlandais. Fondateurs de l'état russe, restaurateurs du royaume anglo-saxon, conquérants de la Normandie, les hommes du Nord ont toujours montré une volonté entreprenante et aventureuse, avec un courage incomparable et, en même temps, une obéissance aveugle au chef, une fidélité à toute épreuve, une grande concorde entre camarades. Joignez-y une haute intelligence et un esprit organisateur. Les Scandinaves de nos jours sont une race forte et libre, indépendante d'humeur, fière et en même temps respectueuse de l'autorité, unie, laborieuse, saine, pleine de vigueur physique et morale. Les Norvégiens sont les hommes les plus robustes de la terre et leur vie moyenne est la plus longue.

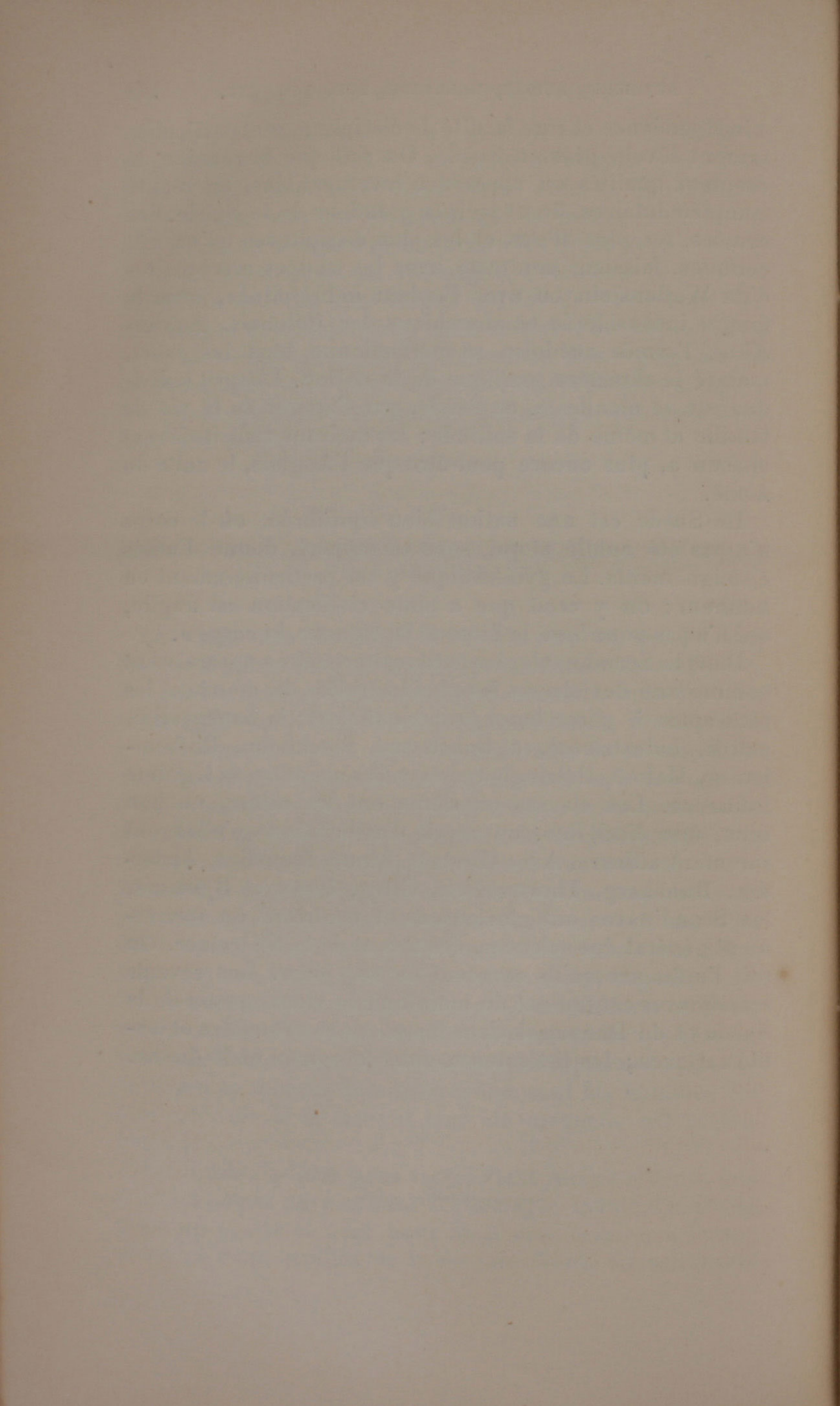
En Suède, la lutte pour la vie étant moins ardente que dans les autres pays et dans l'Allemagne même, l'individu n'est pas écrasé et peut, pour ainsi dire, respirer à l'aise ; aussi les deux qualités de la race du Nord, vif sentiment

d'indépendance et rare faculté de discipline, sont particulièrement développées en Suède. On sait que la réunion de ces deux qualités en apparence incompatibles, en réalité complémentaires, firent jadis la grandeur de la Suède. Ses armées, les plus fières et les plus disciplinées qu'on eût connues, faisaient contraste avec les troupes mercenaires d'un Wallenstein ou avec l'ardeur indisciplinée, avec la fougue inconsidérée et anarchique des Polonais. Aujourd'hui, l'armée suédoise se perfectionne tous les jours, malgré le caractère pacifique de la nation. L'esprit individualiste se manifeste, en Suède, par l'amour de la vie de famille et même de la solitude; les maisons sont isolées et chacun a, plus encore peut-être que l'Anglais, le culte du *home*.

La Suède est une nation bien équilibrée, où le corps n'a pas été oublié et qui, sous ce rapport, donne d'utiles enseignements. La gymnastique y est particulièrement en honneur; on y croit que « toute civilisation est fragile, qui n'a pas pour base la force et la vigueur du corps ».

Dans la Scandinavie, les petits propriétaires apparaissent comme une des classes les plus instruites du monde et les plus aptes à gérer leurs propres affaires; la bourgeoisie, active, industrielle, a transformé Stockholm, Gothenbourg, Malmö, Helsingborg, et voit s'accroître sa légitime influence. Les classes ouvrières ont un calme, un bon sens, une discipline, un esprit d'association qu'elles ont rarement ailleurs. Avec Ærstedt, Linné, Berzelius, Andersen, Runeberg, Thorwaldsen, Grieg, Ibsen et Björnson, les Scandinaves ont glorieusement contribué au mouvement général des sciences, des arts et de la littérature. On sait l'influence qu'ils exercent de nos jours. Les savants scandinaves continuent de maintenir le vieux renom de la Suède et du Danemark dans les sciences naturelles et mathématiques; les littérateurs, dans le roman et le drame.

---



## LIVRE VI

### LE PEUPLE RUSSE

---

Quand le normand Corneille nous fait assister aux exploits du Cid, nous ne songeons guère que Rodrigue ou Rudrik est un nom normand passé en Espagne avec les Goths, le même que celui du normand Rurik qui, en 862, à la tête de ses compagnons scandinaves, les *Rus*, s'établit à Novgorod et appela cette contrée du nom de la terre originelle : Russie. La *Rous* était le mot par lequel les Finnois et les Slaves désignaient la Scandinavie. Les hommes du Nord ont ainsi donné leur nom aux quatre grandes nations modernes : les Francs à la France, les Allemans à l'Allemagne, les Angles à l'Angleterre, les Rus à la Russie<sup>1</sup>. C'est le signe de l'action dominatrice qu'ils ont exercée sur les masses antérieurement établies dans ces diverses contrées ; action plus ou moins profonde et durable selon que ces pays ont été plus ou moins normanisés. Dans tous, la race européenne du Nord, blonde à crâne long, aux yeux bleus, produit du climat européen et non de l'Asie, trouva une couche profonde de populations à tête large, asiatiques peut-être en partie. Les relations de ces deux éléments, au point de vue ethnographique, sont de première importance, plus décisives que les climats eux-mêmes ; mais, au point de vue historique, les influences sociales, morales, religieuses, sont plus capitales encore. Le monde slave nous montre aux prises toutes ces actions diverses et, de nos jours même, nous fait assister à la formation d'un grand peuple, par cela

<sup>1</sup> Outre les livres bien connus de MM. Anatole Leroy-Beaulieu, Rambaud, L. Leger, voir Bestoujer-Rioumine. *Histoire de Russie* ; Tratchewky. *Histoire de Russie* ; Thomson. *The Relations between ancient Russia and Scandinavia* ; J. Legras. *Au pays russe*.

même d'un grand caractère national, qui subit peu à peu l'influence de la civilisation européenne sans perdre son originalité. Aussi ce développement de plus en plus rapide offre-t-il au psychologue et au sociologue un intérêt particulier.

## I

## LE CLIMAT ET LES RACES EN RUSSIE

On a beaucoup insisté sur l'influence du climat et du pays. Climat froid, qui peut sans doute tremper certaines constitutions résistantes, mais qui aussi, par son excès, a parfois un effet dépressif et favorable à l'inertie. Pays d'immenses plaines, sillonné par de « grands chemins qui marchent ». La monotonie des steppes sans fin étend son uniformité sur les esprits eux-mêmes ; de plus, elle leur ouvre l'espace, les invite à changer un pays pour un autre qui lui ressemble, favorise les goûts vagabonds et nomades. Elle rend aussi plus facile l'assimilation des peuples, et, après la primitive anarchie, leur réunion finale sous un même maître. M. Léger dit que la steppe est autocratique comme le désert est monothéiste. M. Novicow ajoute que, sur cette plaine immense, ne s'élèvent même pas les châteaux aristocratiques perchés ailleurs sur des sommets ; les maisons de brique ou de bois des seigneurs sont elles-mêmes rustiques. La seule chose qui en impose à l'imagination, c'est le pouvoir lointain et mystérieux du tzar. M. Leroy-Beaulieu a peint admirablement la terre slave avec ses deux caractères opposés : amplitude et vacuité, étendue de l'espace et pauvreté de ce qui l'occupe, partout un contraste qui montre à l'homme sa propre petitesse sans cependant lui rendre vraiment sensible la puissance de la nature. Il est certain que les perceptions et, par conséquent, le milieu qui les fournit, commandent en partie l'imagination ; une nature plate et nue, terne et inerte, se reflétant uniformément elle-même, sans Océan et sans montagnes, sans rien qui étonne, qui excite et exalte, inclinera l'imagination à des rêves « vagues, indéfinis et vides comme elle-même, non à des conceptions puissantes ou à de vivantes images ». Parmi les



causes qui ont façonné le caractère et les mœurs slaves, il faut compter l'énorme éparpillement des villages qui, pendant des siècles, ont presque seuls composé la Russie. Disséminés à travers d'immenses espaces, sans cesse menacés par les invasions de nomades, éloignés des centres possibles de production, les habitants étaient réduits à fabriquer sur place, presque dans chaque village, les objets dont ils avaient besoin. Il fallait se suffire dans son isolement, travailler et peiner d'une manière uniforme, supporter et se résigner, sans avoir d'horizon ouvert aux longs espoirs, aux grandes entreprises et aux initiatives fécondes.

Malgré tout ce que ces considérations de milieu renferment de vérité, il nous semble que le caractère des races et leur tempérament héréditaire dépasse de beaucoup en influence l'action du climat et du sol. La race blonde au crâne long et la race brune au crâne large ne se sont-elles pas conduites tout différemment dans les mêmes contrées.

L'existence d'un type russe a été justement contestée ; en tout cas, il est peu déterminé. Le Russe, a-t-on dit, est un homme qui ressemble à tout le monde, offrant parfois le type germanisé, le plus souvent le type celto-slave. S'il y a beaucoup de Russes blonds, et de haute taille, surtout les Moscovites, il y en a beaucoup plus, même dans le Nord, qui ont les cheveux bruns ou noirs, souvent même le teint bistré. Un grand nombre frappent par leur figure large, leurs pommettes saillantes, leur nez long ou retroussé, leur bouche plate et longue. Les femmes ont souvent le visage rond, les yeux gris bleu, le nez écrasé, le teint pâle. Ce qui importe le plus, c'est la forme du crâne, qui, dans la masse, est large ou brachycéphale.

Au point de vue des races, beaucoup de Russes semblent croire, avec M. Sikorski, que « la race slave se distingue, dans le groupe indo-européen, par la plus grande pureté du sang aryen, ayant le moins souffert du mélange avec d'autres races, au moins durant le dernier millier d'années ». Mais les Slaves sont, au contraire, ce qu'il y a de moins aryen, de plus mélangé avec l'élément finnois et mongolique. On a compté 46 peuples différents en Russie, et ce sont presque tous des peuples non aryens. L'erreur de M. Sikorski est donc manifeste.

D'ailleurs, la part de l'élément scandinave et germani-

que ne doit pas être méconnue dans la population de la Russie. M. A. Leroy-Beaulieu lui-même ne parle que des Slaves, des Finnois et des Tatars; mais il est hasardeux de confondre sous le nom de Slaves des éléments aussi dissemblables que la race à tête longue et la race à tête large. Au reste, rien n'est plus trompeur que les expressions de Slaves et de Celtes. Elles ont en effet un sens anthropologique et un sens historique, ce dernier se rapportant aux temps les plus anciens. Sont celto-slaves, pour l'anthropologiste, les brachycéphales à cheveux bruns. De fait, les Celtes et Slaves de nos jours sont de ce type. Mais il n'en est pas de même des Celtes et Slaves dont parlent les vieux historiens et qui étaient dolicho-blonds. De là des confusions et malentendus sans nombre. Ceux qu'on appelle aujourd'hui les Slaves sont tout le contraire des primitifs. Il faut donc toujours distinguer les vieux Slaves ou les vieux Celtes des nouveaux, le sens anthropologique du sens historique ou même géographique.

M. Anatole Leroy-Beaulieu disait jadis qu'il n'y a « point de doute » sur la parenté des Slaves avec les Aryens; depuis cette époque, les doutes sont venus, et même les certitudes opposées à l'hypothèse de M. Leroy-Beaulieu. Les Slaves modernes, à crâne large, sont considérés comme ne se rattachant pas à la race aryenne. C'est l'anthropologie qui a établi la barrière entre les races, en se fondant sur leurs caractères morphologiques, surtout sur la forme du crâne, la couleur des cheveux ou des yeux et la hauteur de la taille. Si les populations slaves ont adopté les langues indo-européennes, il n'en résulte nullement qu'elles soient aryennes d'origine; les philologues croient que leur langue primitive se rapprochait, comme celles des Finnois et des Magyars, de la branche ouralo-altaïque ou touranienne. Selon Penka<sup>1</sup>, les Slaves à crâne large appartiennent plutôt à la race ugro-finnoise. Leur nom même montrerait qu'ils étaient esclaves, ou sujets, ou clients des Aryens.

Dès le début de l'âge de la pierre polie, la Russie était habitée par plusieurs races, l'une à tête large, l'autre, la plus nombreuse alors, à tête allongée. Cette dernière fut prédominante dans le centre et dans le sud-ouest de la

<sup>1</sup> Die Arier, Iéna, 1878.

Russie jusqu'au moyen âge. Au témoignage des anciens, les peuples barbares connus sous les noms d'Antes, de Vendes, de Slovènes, de Sarmates étaient de grande taille, robustes, ayant les cheveux blonds ou roux, les yeux bleus ou gris. Les Scythes représentés sur les vases grecs ont le crâne allongé. D'autre part, les plus anciens tombeaux de Pologne et de Russie, par exemple aux environs de Cracovie, ont fourni des crânes ovales tout à fait analogues à ceux de la race dolicho-blonde<sup>1</sup>. L'Europe du Nord-Ouest est, selon l'hypothèse la plus plausible, le véritable berceau des prétendus Aryens, de l'*Homo Europæus* décrit par Linnée; on peut admettre que, dès l'antiquité, des tribus blondes étaient répandues sur le Nord de la Russie. Les Tartares parlent encore d'un ancien peuple aux yeux bleus, qui aurait jadis occupé leur pays et élevé tous les tertres funéraires semés dans les steppes. Enfin, à une époque reculée, selon les traditions les plus autorisées de la Chine, les Chinois se trouvèrent en contact avec des populations blondes et de haute taille, qui occupaient alors la Sibérie. Ces populations semblent avoir joué un rôle important dans la formation et dans l'évolution primitive des États chinois; elles auraient surtout fourni des éléments aux classes supérieures. Il est donc probable que la race scandinave rayonnait autrefois au Nord de la Russie d'Europe et de la Russie d'Asie. Le type des novogorodiens, vrais fondateurs de l'Empire russe, se rapproche beaucoup de celui des populations dont les squelettes, aux crânes dolichocéphales, associés aux objets de bronze, remplissent les Kourganes; on le retrouve dans toute la moitié occidentale de la Russie, en Lithuanie et en Pologne. Selon nous, la présence du bronze prouve qu'il s'agit d'immigrants ou de conquérants aryens. Bogdanof, dans ces grands dolichocéphales des tombes scythiques et des Kourganes, voit les vrais Slaves; mais ces Slaves primitifs sont des Scandinaves et des Germains. MM. Diebold

<sup>1</sup> Les Kourganes, ces monticules artificiels qui parsèment tout le midi et tout le centre de la Russie, ont confirmé le témoignage des anciens auteurs grecs et arabes sur les rites funéraires des peuples sauvages et barbares de leur temps: tantôt ils brûlaient les cadavres, tantôt ils les ensevelissaient, puis immolaient sur la tombe la femme du défunt, son cheval, ses esclaves, disposaient à côté de ses restes des armes, des bijoux, souvent même des ustensiles de ménage, montrant ainsi qu'ils se figuraient l'existence d'outre-tombe comme pareille à la vie qu'ils avaient menée.

et Kopernicki, dans leurs études sur les Petits-Russiens ont montré que, plus on se rapproche des Karpathes, plus le type brachycéphale à face large, quoique non vraiment mongoloïde, est abondant, soit dans les sépultures anciennes, soit dans la population de nos jours. D'autre part, depuis le moyen âge jusqu'à notre époque, dans la Grande-Russie même, le nombre des brachycéphales a passé de 40 à 62 p. 100. Ces brachycéphales sont les vrais Slaves de notre époque. Au début de la période historique, ils se sont répandus, venant du Sud-Ouest, sur la Russie actuelle et ont refoulé les hommes du Nord. Les Polonais d'aujourd'hui sont pour la plupart brachycéphales, comme les Slavo-Russes leurs voisins ; les cheveux, les yeux et le teint seraient, en moyenne, un peu plus clairs, mais les Slaves bruns de Pologne sont venus, comme ceux de Russie, se superposer à la couche préhistorique de race blonde, dont les restes se retrouvent dans les sépultures. Les anciens Lithuaniens appartenaient à cette race.

L'élément devenu essentiel de la Russie, les Celto-Slaves, se répandit en couches épaisses sur l'Europe, principalement dans la Grande et Petite Russie, dans la vallée du Danube, dans les Alpes et dans le plateau central. Au point de vue anthropologique, les Slaves d'aujourd'hui se distinguent difficilement des Celtes. Ils ont des crânes très brachycéphales, carrés et petits, avec un nez relativement étroit, les yeux bruns et les cheveux noirs, les pommettes souvent saillantes.

## II

### CARACTÈRE PRIMITIF DES PRINCIPALES RACES COMPOSANTES

Maintenant que nous avons vu quelle est, au point de vue ethnique, la composition de la Russie, demandons-nous quel était, d'après l'histoire, le caractère psychologique des principales races composantes.

Nous l'avons dit, les deux éléments *principaux* de la nation russe sont les Slaves et les Finnois, sorte de matière à laquelle les races scandinaves ont donné une forme, non moins importante d'ailleurs que le fond. Les anciens

Finnois, comme les anciens Slaves, étaient sédentaires et agriculteurs. D'après un archéologue distingué, le comte Ouvarow<sup>1</sup>, ils connaissaient l'emploi du fer et l'usage des métaux précieux; ils avaient un art rudimentaire, une civilisation très voisine de celle des vieux Slaves, avec lesquels ils faisaient de nombreux échanges. Les écrivains arabes, dans leurs récits sur la Russie primitive, confondent volontiers les Finnois avec les Slaves pur sang. Les uns et les autres étaient doués d'instincts analogues. Aujourd'hui les Finnois représentent un type encore plus asiatique que les Celto-Slaves proprement dits. Le Finnois a d'ordinaire la tête large et courte, la face presque plate, les pommettes saillantes, les yeux petits et un peu obliques, le nez large, la bouche grande et les lèvres épaisses, la taille peu élevée, les jambes courtes et grêles. D'après la tradition et les chants finnois populaires, les ancêtres avaient les cheveux noirs comme le jais, les yeux très noirs, le teint brun. Il est donc permis d'attribuer les cheveux très blonds ou roux, les yeux bleus de beaucoup de Finnois actuels à un croisement avec cette race blonde, scandinave ou germanique, qui habita jadis les contrées du Nord, y compris la Finlande et la Lithuanie. Les deux branches (anciennement détachées) des Magyars (aujourd'hui un des plus beaux peuples d'Europe) et des Bulgares, ont conservé les caractères de ce croisement. Parmi les Bulgares de la Roumélie, il y aurait encore 60 p. 100 de dolichocéphales, et, parmi ceux du Danube, 65 p. 100 (selon M. Bogdanov)<sup>2</sup>. La Finlande est « le pays aux mille lacs. » En été, c'est à peine si le soleil (dans le nord surtout) disparaît de l'horizon. « Tous les objets semblent lumineux, dit M. Topelius, dans son livre sur la Finlande, et la lumière, nulle part concentrée, semble émanée de partout. » Mais l'hiver est terrible, non pas précisément sur les côtes de la Baltique, où règne encore un climat un peu marin, mais dans l'intérieur des terres et vers le nord.

<sup>1</sup> *Les Mériens*, trad. franç. de Malagué, Moscou, 1872.

<sup>2</sup> On sait le rôle joué en Europe par les Magyars de Hongrie, comment ils ont porté leur langue ouralo-altaïque et agglutinative à une rare perfection, comment ils ont manifesté un goût inné pour la musique et la poésie. Les qualités guerrières des Magyars sont également connues. Nous avons donc ici l'exemple d'un croisement heureux sous la plupart des rapports.

On a constaté là des températures de — 48°. La température moyenne de la Finlande est de 2°,5. La moyenne de juillet est 17°; celle de janvier est de — 12°,9 à Tornea, et de — 6°,7 à Helsingfors. « Tout cela, dit M. Topelius, donne l'image d'un pays en lutte constante avec une nature marâtre ; souvent meurtri, jamais vaincu, toujours espérant, toujours vivant, même sous les neiges profondes. Rien de la gaieté insouciant de Midi : la joie y est un rayon de soleil fugitif, la richesse y semble un conte de fées, la parure des champs y passe avec la rapidité d'un beau rêve. Sérieuse et dure, avec un trait de résignation mélancolique, telle est la nature finlandaise. Le secret de sa beauté est dans l'alternance constante de la mort et de la résurrection. La moitié de sa vie est enveloppée de ténèbres ; l'autre, éclatante de lumière. Le poète demande : « Peut-on mourir pour ce pays ? — Oui, répond l'histoire. — Et on peut vivre pour lui. ».

L'histoire des Finnois est obscure ; et on est réduit à des conjectures quant à leur origine. Mais ce qu'on sait, c'est que ce peuple diffère profondément par sa langue, comme par sa race, des autres nations européennes ; il n'est ni slave, ni scandinave : il est finnois. « Les traits généraux du caractère finnois, selon M. Topelius, sont quelque chose de fort et de dur, mais d'une force patiente, passive ; la résignation, la persévérance, et son revers, l'obstination, l'esprit lent, méditatif, peu expansif. Aussi le Finnois est-il lent à la colère ; mais, une fois irrité, il ne connaît plus de frein ». Calme dans les périls, l'expérience du danger le rend prudent ; généralement taciturne et laconique, il a des accès de loquacité ; il est porté à attendre, à différer, à vivre au jour le jour, avec des alternatives, parfois, de hâte intempestive. Attaché aux choses qu'il connaît depuis longtemps, il est « ennemi des nouveautés » ; il possède à un haut degré « le sentiment du devoir, de l'obéissance à la loi, aimant la liberté, hospitalier, probe, pieux ». Son attitude est réservée, renfermée, peu facile d'accès. Il met du temps à se familiariser ; mais il devient alors un ami fidèle ; il manque d'à-propos, arrive souvent trop tard, est souvent « importun sans s'en apercevoir », salue un ami qu'il rencontre quand celui-ci est déjà passé, « se tait souvent quand il faudrait parler, mais parle quelquefois quand il vaudrait

mieux se taire ». Selon beaucoup d'écrivains russes, les Finnois, qui ont la solidité et la patience, ne seraient pas inférieurs aux Slaves d'aujourd'hui : pris en masse, ils sont même plus actifs, plus économes, plus honnêtes que les habitants des contrées limitrophes. Ils ont surtout plus de persévérance dans le travail, plus de réserve et de dignité. Selon M. Louis Léger, ces qualités tiennent surtout à l'influence de la religion réformée, qui est celle des Finlandais. En outre, pendant la domination suédoise, les habitants du pays eurent part aux droits civils et politiques, tandis que les paysans russes contractaient les vices de l'esclavage. Jusqu'au commencement de notre siècle, la Finlande fit partie de la Suède, qui depuis longtemps l'avait conquise, mais dont la domination n'avait rien de tyrannique. Si le peuple était finnois et parlait finnois, la bourgeoisie, la noblesse et, en général, les habitants des villes étaient suédois. Bien des observateurs prétendent que, au point de vue de la moralité et de la vigueur, les populations de la Suède et celles de la Finlande sont à la tête de l'Europe<sup>1</sup>.

On a voulu attribuer aux éléments finnois les qualités de résistance, de dureté, d'âpreté, l'esprit pratique et dominateur qui caractérisent les Prussiens parmi les Allemands. Cette théorie est des plus problématiques. Le mélange de brachycéphales et de dolichocéphales existe dans bien d'autres parties de l'Allemagne, en Bavière par exemple, et il n'y a pas produit les mêmes effets. Il est probable que les Prussiens doivent surtout leurs qualités à l'élément germanique, rendu peut-être plus dur par l'alliage finnois.

L'antique Slavie, avant l'impulsion donnée par les Normands, nous apparaît comme une masse inerte et flottante. Au IX<sup>e</sup> siècle, nous trouvons les Slaves (Slovienes) établis dans le bassin de l'Ilmen et du Volga supérieur, dans la Grande-Russie. Ils sont sur les bords du lac des Tschoudes, et ce nom même indique, selon M. Léger, qu'ils y ont récemment remplacé une population finnoise. Leur principale ville est Novgorod, la « nouvelle forteresse », ce qui suppose une ancienne ville forte aux mêmes parages. De là M. Louis Léger a conclu, — ce qu'on savait d'ailleurs,

<sup>1</sup> *La Finlande au XIX<sup>e</sup> siècle, décrite et illustrée par une réunion d'écrivains et d'artistes finlandais* (2 vol. in-fol., Helsingfors, 1894).

— que les anciens Slaves, comme les Finnois, avaient des villes et étaient une race généralement sédentaire. S'ils faisaient, par grandes bandes, des émigrations, c'était pour s'établir ensuite à demeure dans les pays occupés. Les Slaves primitifs étaient médiocrement guerriers. Sans doute, d'après les découvertes archéologiques, ils ont connu les mêmes armures que leurs voisins, et beaucoup de peuplades slaves ou finnoises ont fait preuve de qualités belliqueuses. Mais, quand ils luttent, c'est famille contre famille, tribu contre tribu. Ils ne savent pas reconnaître l'autorité d'un chef ; ils ignorent la discipline et la hiérarchie ; ils ont plutôt l'esprit anarchique. Les aventures lointaines ne sont point de leur goût. Agriculteurs, ils restent volontiers à l'ombre de leurs enceintes fortifiées, *castra*, de leurs *grads* ou *gorodischa*, qui pouvaient, en cas d'attaque, servir de refuge aux hommes et aux troupeaux.

Dans les provinces du Nord, telles qu'Archangel ou Olonetz, ainsi que parmi les cosaques du Don, existe encore de nos jours ou a existé tout récemment un mode d'appropriation du sol qui correspond parfaitement au témoignage de Tacite sur la communauté agraire des anciens Germains. La population n'est pas assez dense pour admettre la nécessité d'un partage périodique. Dès lors, chaque famille s'approprie la quantité de champs, de labours et de prés dont elle a besoin. Le sol une fois épuisé, on passe à d'autres terrains encore vierges ou restés en friche pendant une série d'années. Ainsi se pratique encore de nos jours ce que Tacite avait observé chez les Germains : *arva per annos mutant et superest ager*. M. Kovalewsky a raison de voir dans ces faits la réfutation de Fustel de Coulanges, qui voulait admettre à l'origine une propriété individuelle ayant précédé les essais de vivre en commun et de partages du sol par lots<sup>1</sup>. Il est probable que, comme les anciens Germains, les anciens Slaves avaient la même coutume. On les voit s'étendre cependant peu à peu, à mesure que leur nombre s'accroît ; mais, comme ils ont devant eux des espaces immenses, des terres sans bornes à défricher, ils n'ont pas besoin de les disputer les armes à la main ; ils les occupent « sans bruit et sans lutte. »

<sup>1</sup> Voir les Annales de l'Institut international de sociologie, t. I, p. 30.



Selon M. Léger, les Slaves eux-mêmes ont peu pratiqué le commerce ; au négociant ils ont donné le nom d'*hôte* ; la « grande route », c'est le « chemin des hôtes », qui venaient leur proposer leurs marchandises ; le bazar, c'est la « cour des hôtes ». Le mot qui désigne encore aujourd'hui le marchand, *koupets*, est « emprunté aux langues scandinaves ». C'étaient donc les hommes du Nord qui se livraient au commerce et parcouraient les vastes contrées où les Slaves cultivaient le sol. Ces derniers vivaient par familles réunies en tribus, sans aucune idée de l'État, sans aucune organisation politique ni religieuse. Chacune des tribus slaves se subdivisait en cantons, les cantons en villages ou communautés. Le *mir*, famille agrandie, était l'élément primordial et irréductible. Les Slaves étaient ainsi attachés à la terre par une sorte de communauté agraire, qu'on retrouve d'ailleurs partout en remontant assez haut. Hérodote nous décrit les vieux Slaves laboureurs comme étant de mœurs douces, pacifiques, idylliques, aimant les fêtes, les danses, les chants, épris de la liberté au point de ne rien supporter qui ressemblât à un gouvernement, amoureux de l'anarchie, comme devaient l'être longtemps les Russes, même après la domination Varègue, et comme le devaient rester toujours les Polonais.

L'élément scandinave a été, en Russie, le plus important par l'influence historique, sinon par le nombre. Pourtant, même au point de vue de la quantité, nous répétons qu'on a méconnu la part de cet élément.

Dans les traités conclus au x<sup>e</sup> siècle entre les Russes et Constantinople figurent les noms scandinaves : Karl, Ingeld, Farlof, Vermond, Ronald, Karn, Tronan, Stemid, Kanimar, Grim, Ist, Prastien, etc., que quelques savants russes ont voulu vainement ramener à des noms slaves. Mais, au bout de quelques générations, les Normands Varègues prennent des noms slaves et oublient leur langue, sans cesser d'être pirates, écumeurs de mer et de fleuves, amis du gain et des expéditions lointaines ; c'est toujours la gent normande, *gens astutissima, quæstûs et dominationis avida*, selon un de nos chroniqueurs. Le vrai foyer de la « cristallisation russe » a été, non pas un groupe slave, comme on le répète sans cesse, mais un groupe germano-scandinave. Ce sont en effet ces Varègues du Nord qui sont

venus renforcer l'élément blond déjà existant, mais en grande partie submergé par les Celto-Slaves, et ce sont les Varègues qui, de plus, ont provoqué l'expansion de la Russie.

Est-il vrai que la tribu de Normands *Rous* ait été appelée par les Slaves indigènes, las de l'anarchie ? Sans doute ce récit de moines n'est pas plus vrai que celui de l'annaliste anglais Widukind, qui veut nous faire croire que les Anglo-Saxons furent appelés par les Celtes de Grande-Bretagne pour y établir l'ordre : « *Quidquid imponetis servitii libentes sustinebimus*<sup>1</sup> ».

Mais ces vieilles chroniques n'en ont pas moins leur vérité symbolique ; elles nous montrent les Celtes d'un côté, les Slaves de l'autre, peu propres à se gouverner eux-mêmes, ayant une certaine faiblesse native de la volonté et manquant d'instincts dominateurs. Il n'en est pas de même des hommes du Nord. Les Normands, qui ont conquis notre Normandie, puis l'Angleterre, les Deux-Siciles, une partie de la Syrie, colonisé les Féroé, l'Islande, le Groenland et découvert l'Amérique cinq siècles avant Colomb, voilà les vrais Varègues auxquels la Russie doit sa grandeur. La cotte de mailles et le casque pointu trouvés par M. Samokvassof dans la tombe noire d'un prince varègue rappellent l'armure des guerriers normands. Dans les anciennes miniatures, les princes russes ont même aspect, même taille, mêmes vêtements, mêmes armes que les chefs normands représentés sur la fameuse tapisserie de la reine Mathilde à Bayeux. Ils étaient hauts comme des palmiers, disaient les Arabes. Selon Léon le Diacre, ils combattaient en masses compactes, couverts d'énormes boucliers, poussant le même mugissement que les vieux Germains et que les Gaulois, se déchirant eux-mêmes les entrailles, comme ces derniers, quand ils désespéraient de la victoire, aimant mieux mourir que se rendre. Guillaume le Conquérant, sur le monument de Falaise, et Rurik le Varègue, sur le monu-

<sup>1</sup> M. Louis Léger cite l'épigramme suivante où on raille le récit de Nestor : « Quand notre Novgorod-la-Grande envoya des ambassadeurs au delà des mers pour demander des chefs, elle fit dire aux princes étrangers : — Notre pays est riche et vaste, mais nous ne savons pas y maintenir l'ordre. Et depuis ce temps-là la race de Rurik gouverna, et les Allemands pullulent et l'ordre manque toujours. »

ment de Novgorod, ont le même air et le même costume, cotte de mailles et casque à pointe ; et c'est avec raison.

Les instincts voyageurs des Normands sont connus<sup>1</sup>. De Scandinavie à Constantinople, où ils avaient déjà des parents et amis, mercenaires dans la garde des empereurs, les Normands varègues trouvaient le chemin beaucoup plus court par les fleuves de la Russie et les « portages » où ils traînaient leurs barques légères, que par l'Océan Atlantique et la Méditerranée.

M. Léger fait remarquer que le mot knout, dont on s'est plu à faire autrefois le symbole de la Russie mongole et asiatique, est d'origine normande et se retrouve dans l'Anglais knot. Les Normands étaient de durs maîtres. Ils furent aussi en Russie, comme partout, de grands « rassembleurs de terres<sup>2</sup> ».

Si les Tartares n'ont pas eu d'influence en Russie au point de vue de la race, ils en ont eu une considérable, — quoique maint écrivain russe la méconnaisse<sup>3</sup>, — au point de vue de l'éducation et des mœurs. L'empire mongol, au XIII<sup>e</sup> siècle, comprenait une partie de la Chine ; les Mongols empruntèrent aux Chinois les procédés de compression administrative, de violence raisonnée, systématique et scientifique, qu'ils appliquaient au recouvrement des impôts, et ils les introduisirent en Russie ; à la barbarie spontanée succéda une barbarie organisée. Les premiers Tsars autocrates eurent beau se garder d'invoquer l'exemple et la tradition des Khans mongols, ils eurent beau s'appuyer sur la Bible et sur les traditions de l'empire romain, leur administration était asiatique ; et on peut dire, avec M. Louis Léger, qu'Ivan le terrible n'eût pas été possible si, avant lui, Gensis-Khan n'avait pas existé. Malgré tant de progrès, il était difficile que le niveau général de la dignité humaine,

<sup>1</sup> Coutume fut la jadis longtemps  
En Danemark, entre païens,  
Quand homme avait plusieurs enfants  
Et il les avait nourris grands,  
L'un des fils retenait, au sort,  
Qui est son her après sa mort :  
Et cil sur qui le sort tournait  
En autre terre s'en allait.

<sup>2</sup> De Lapouge, *les Sélections sociales*.

<sup>3</sup> Par exemple M. Tratchevsky dans son *Histoire de Russie*, 1885.